

EDITEUR RESPONSABLE COLETTE ACHEROY
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES BELGIQUE

RÉDACTION STEPHANE BOULCH
[STEPHANE.BOULCH@COTA.BE]

GESTION DES ABONNEMENTS ROSE MARTINEZ
[ROSE.MARTINEZ@COTA.BE]

GRAPHISME FREDERIC PIRON
[FREDERIC.PIRON@COTA.BE]

PHOTO COUVERTURE TRYGVGE SORVAAG/PANOS PICT.

FORMULES D'ABONNEMENT

ANNUEL : 10 € [4 NUMEROS]

ANNUEL PARRAINÉ : 7 € [4 NUMEROS]

PRIX AU NUMERO : 3 €

POUR LES ÉCHANGES DE PUBLICATIONS, VEUILLEZ
CONTACTER LA RÉDACTION

COORDONÉES BANCAIRES

DEXIA BD PACHECO 1000 BRUXELLES
SWIFT-BIC : GKCCBEBB // IBAN : BE730682 1270 4960 //
068-2127049-60

*POUR LE PAYEMENT À L'ÉTRANGER, NE PAS ENVOYER
DE CHÈQUE, MAIS UTILISER LE MANDAT POSTAL INTER-
NATIONAL OU LE VIREMENT DE COMPTE À COMPTE
(FRAIS À VOTRE CHARGE)*

COTA ASBL

7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES BELGIQUE
TÉL. : 00 32 [0]2 218 18 96
FAX. : 00 32 [0]2 223 14 95
INFO@COTA.BE // WWW.COTA.BE

Un mariage, deux raisons ?

Si l'on s'accorde de plus en plus à reconnaître les migrants comme acteurs (transnationaux) de développement, leur implication dans les politiques et initiatives de la coopération internationale reste timide. Les modalités de cette implication, quand elles sont fixées, sont encore loin de faire l'unanimité. A de nombreux égards, les réflexions en la matière buttent nécessairement sur la question de la collaboration entre ONG et associations de migrants. Les réalités institutionnelles varient d'un pays à l'autre – d'un hémisphère à l'autre aussi-, de même que la configuration du monde associatif et les règles de cofinancement, celles-ci interféreront diversement dans la confrontation de ces deux catégories d'acteurs. Les uns comme les autres aspirent à des rapprochements, mais quand il s'agit de fixer les termes de la collaboration, les objectifs à poursuivre et l'utilisation des fonds, chacun de son côté tient à défendre ses spécificités, conserver ses prérogatives, son intégrité d'action comme de pensée, sa légitimité morale autant qu'institutionnelle... Il faut reconnaître que les rapports de force sont loin d'être équitables... Ils peuvent être aussi très ambigus : les deux mondes se mélangent souvent (combien de migrants sont employés dans les ONG ?) et depuis longtemps ils se

côtoient et travaillent ensemble, même si cela se fait souvent de façon ponctuelle et/ou informelle... Les quelques points de vue exprimés dans les pages qui suivent plaident en faveur d'un rapprochement. Il sera difficile à partir de ces témoignages de généraliser des modèles idéaux de collaboration. Le lecteur pourra au moins se faire une idée des diverses opportunités et espoirs qu'ils contiennent...

→ sommaire

- 3 LE CODÉVELOPPEMENT, UN CONCEPT QUI SE CHERCHE ENCORE (V. VANHAEVERBEKE)
- 6 DIASPORA, DÉVELOPPEMENT ET CITOYENNETÉ. LES MIGRANTS ORIGINAIRES DU BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL (S. YATERA, O. LE MASSON)
- 11 MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT. DE L'IMPORTANCE D'UN PARTENARIAT AVEC DES ONGD NATIONALES (FR. RAOULT)
- 14 LE PLAN MIGRATION COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT (PMCD) (M. CADENA, X. VILLAVERDE)
- 17 LE SHABELI WOMEN'S ENTERPRISE SUPPORT SYSTEM (SWESS) (H. YASSIN)
- 20 CHRONIQUE DE LIVRES
- 25 FORMATIONS - ÉVÈNEMENTS
- 28 ON NOUS INFORME
- 29 OFFRES D'EMPLOI
- 30 APPEL À CONTRIBUTIONS
- 31 PUBLICATIONS RÉCENTES / SITE INTERNET

ECHOS DU COTA est un trimestriel d'information qui suggère et analyse des alternatives technologiques et des savoir-faire pour susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer des débats, influencer des projets de développement.



Le COTA est une ONG de coopération au développement reconnue par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD), active dans l'éducation et l'offre de services aux acteurs de la coopération : information, documentation, appui méthodologique, études-recherches, identification et évaluation d'interventions.

Le COTA est spécialisé dans les technologies et les méthodologies du développement.

→ LE CODÉVELOPPEMENT, UN CONCEPT QUI SE CHERCHE ENCORE

Virginie Vanhaeverbeke*

Dans les acceptations généralement admises, le codéveloppement englobe l'ensemble des actions entreprises par les migrants dans le domaine du développement. S'inspirant largement de l'expérience des migrations sénégalaise, malienne et mauritanienne vers la France, cet article est une contribution au débat sur ce concept dont l'ensemble des intéressés s'accorde à dire qu'il reste à définir.



PHOTO : GDR

Au départ du concept, il y a la prise de conscience du rôle important joué par les migrants dans le développement de leur terre natale : envoi massif de fonds, conception et mise en œuvre de projets sociaux (dispensaires, écoles, magasins collectifs), implication dans le cadre du développement local... Le parcours des «gens du fleuve Sénégal» est exemplaire en la matière, et la littérature abonde au sujet de leur implication en faveur de leur région d'origine¹. Par rapport à ces nombreuses initiatives, un certain nombre d'acteurs, d'abord associatifs, puis gouvernementaux, ont mis en place des dispositifs d'appui afin d'aider ces migrants à mieux concevoir et viabiliser leurs projets. Des moyens sont aussi recherchés pour inciter et aider les migrants à financer des projets créateurs de revenus, qui permettraient à leurs familles de ne plus dépendre d'eux. Enfin plusieurs dispositifs d'aide au retour ont été mis en place afin d'inciter des migrants à se réinstaller dans leur pays d'origine (avec peu de succès, il faut le reconnaître)².

Ces différentes formes de contributions de migrants au développement de leurs pays d'origine - auxquelles s'ajoute la valorisation des compétences de migrants hautement qualifiés -, composent les principales lignes d'action de ce qu'on appelle maintenant le codéveloppement. Faisant face à des phénomènes migratoires en constante augmentation, à la difficulté de les réguler, à la prise de conscience de leur impact sur les pays d'origine, les décideurs européens intéressés par cette question³ recherchent ainsi des bénéfices d'ordre économique, social, et politique.

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

On se rend compte que les sommes renvoyées au pays par les migrants sont énormes. Une récente étude de la Banque Mondiale⁴ souligne qu'elles représenteraient 167 milliards de

dollars pour l'année 2005 - soit plus du double de l'aide publique au développement accordée à ces pays. Une grande partie de ces transferts passe toujours pas les circuits informels. Outre les réflexions et initiatives visant à les rendre plus sûrs et moins coûteux, l'attention se porte sur l'usage qui en est fait. L'essentiel est utilisé à des fins de consommation, à des dépenses ostentatoires ou au financement de projets sociaux. On a tenté et on tente encore de canaliser l'argent des migrants vers des investissements économiques, mais à part dans les secteurs déjà investis par les migrants comme ceux de l'immobilier, de la construction ou de l'import-export, il semble encore difficile de les diriger vers des investissements réellement attractifs dans un contexte économique globalement défavorable⁵.

La convention de codéveloppement passée entre la France et le Sénégal, dont l'un des axes d'intervention consiste en un accompagnement d'initiatives économiques de migrants en termes de montage, de conception et de suivi, est ainsi révélatrice : les opérateurs de ce dispositif font en effet le constat du peu de demandes d'appui dans ce domaine et de la qualité médiocre des dossiers soumis.

De manière générale, si des migrants peuvent effectivement démontrer de réelles capacités entrepreneuriales, cela est lié à des aptitudes individuelles ou à une insertion dans des réseaux (tels que le réseau Mouride au Sénégal) et n'est que marginalement affecté par les différentes formes d'aide offertes dans les programmes de codéveloppement.

AUX NIVEAUX SOCIAL ET POLITIQUE

Le fait de mettre en avant l'implication des immigrés vis-à-vis de leurs familles restées au pays, et ceci alors qu'ils vivent en général dans des conditions difficiles et avec de faibles revenus, peut contribuer à améliorer leur image, et donc leur acceptation dans les pays d'accueil. A travers les projets qu'ils

* Virginie Vanhaeverbeke réside depuis une dizaine d'années au Sénégal, où elle a réalisé son mémoire de fin d'études de sciences politiques sur "La migration des gens du fleuve Sénégal" : histoire, conséquences et perspectives" en 1992. Elle a par la suite travaillé neuf ans dans la coordination de l'ONG Enda Tiers Monde et s'approprie actuellement à reprendre les études pour se spécialiser sur le thème des migrations économiques Sud-Nord.

1 Voir à ce propos des ouvrages tels que Adrienne Adams : Le long voyage des gens du Fleuve, Paris, Ed. Maspero, 1977, 226p. ; Philippe Lavigne Delville : la rizière et la valise : irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve Sénégal, Paris, Ed. Syros alternatives, 1991, 232p.; Christophe Daum (sous la direction de) : Quand les immigrés du Sahel construisent leur pays, Éd. l'Harmattan, Paris, 1993, 203 pages.

2 Voir à ce propos l'article de Virginie Vanhaeverbeke : "Anciens migrants, futurs entrepreneurs ?" publié dans le N° 146 du Courrier ACP/UE, pp. 81 à 84, Juillet-Août 1994

3 L'Etat français qui a créé en 1998 un poste de délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales. La coopération française a depuis signé des conventions de codéveloppement avec le Mali et le Sénégal, la coopération espagnole intègre le codéveloppement dans sa stratégie de coopération, ainsi que l'Italie, des ONG mettent en place des projets de codéveloppement, le BIT veut s'intéresser de plus près à la thématique et parle de travailler à l'élaboration d'un "livre blanc du codéveloppement", la Commission européenne désire affiner cette notion par ailleurs inscrite dans les conclusions du Conseil européen de Tampere (1999) etc.

4 Global economic prospects, 2006.

5 Sans parler du fait que la plupart des migrants n'ont pas suffisamment de fonds pour des investissements dépassant ceux de la micro-entreprise, et que tous n'ont pas non plus le profil d'entrepreneurs, loin s'en faut !

mettent en œuvre, les migrants trouvent des opportunités de dialogue et de partenariat avec les acteurs locaux du pays hôte (municipalités, milieu associatif, etc.), et leur insertion s'en trouve d'autant plus facilitée.

En outre, la pression migratoire des pays du Sud vers le Nord est telle qu'elle met les décideurs politiques dans l'obligation de démontrer qu'ils mettent en place des mesures pour en atténuer l'ampleur et les conséquences⁶. En France, le codéveloppement a ainsi d'abord été lié à l'ambition de réguler les flux migratoires, en particulier avec des mesures très contestables d'incitation au retour⁷. Même formellement expurgé aujourd'hui de semblables dispositions, le concept suppose toujours que le codéveloppement contribuera à freiner les migrations, du fait même du mieux-être acquis par les populations dans les pays d'accueil : «Estimant que le vrai problème est la différence de développement et de niveau de vie entre le continent européen et les pays d'origine des migrants, [les conservateurs allemands] réclament de l'Union européenne une vraie politique de codéveloppement (...) [qui] passe par le financement de projets concrets afin d'inciter les migrants à rester chez eux dans des conditions correctes»⁸.

En soi, l'idée que le codéveloppement contribuera à freiner les migrations n'est peut-être pas fautive, surtout si on accepte de projeter dans le long terme⁹. Elle peut aussi avoir l'avantage de rappeler aux pays occidentaux que les futurs des différents continents sont décidément liés, et qu'ils subiront de toutes manières les conséquences du manque d'efforts qui sont réalisés pour niveler un tant soit peu les conditions de vie de par le monde. Mais l'ambition affichée (freiner les migrations par le codéveloppement) est sans rapport avec les faiblesses des moyens apportés¹⁰ !

S'il s'agit vraiment de freiner les migrations à la source, ce n'est pas seulement une politique de codéveloppement significative qu'il faudra mettre en place. S'engager dans cette voie impliquerait non seulement de revoir complètement l'aide au développement de manière générale (les moyens qui y sont consacrés, mais aussi et surtout les modalités qui sont appliquées), mais aussi et surtout de revoir les politiques commerciales (en subventionnant leurs producteurs de coton, les Etats-Unis et l'Europe ruinent les planteurs africains et annihilent les efforts d'investissement entrepris par ailleurs), de mettre fin à certaines pratiques en matière d'alliances politiques, de résoudre les nombreux conflits en cours dans les pays en développement, etc.

Ceci montre bien qu'il est actuellement difficile de penser que le codéveloppement puisse à lui seul apporter des solutions aux phénomènes migratoires. Ce n'est en tous cas pas pour cette raison qu'il faut s'y intéresser !

⁶ Nous ne développerons pas ici le fait que, au-delà du discours alarmiste qui est tenu par la plupart des pays "riches" quant aux conséquences néfastes de l'immigration, le besoin d'immigration est bien plus prégnant que l'on veut bien l'admettre et ce tant du point de vue démographique qu'économique.

⁷ Cf. note 2

⁸ Extrait de l'article "Migrations : l'opinion publique européenne n'est pas prête", de Aziz Ben Marzouq publié le 9/11/2005 sur le site www.attac.fr/

⁹ D'une part, les zones à plus forte émigration ne sont pas les plus pauvres, car il faut déjà avoir des moyens et des réseaux pour voyager ; d'autre part, les revenus supplémentaires ont tendance à être investis, dans un premier temps, dans de nouvelles migrations.

¹⁰ A ce propos, un migrant sénégalais de France faisait remarquer que si on prenait la peine de calculer les économies que certains migrants font faire à l'Etat français en décidant de prendre leur retraite dans leur pays d'origine, cette somme serait sans aucun doute largement supérieure au budget consacré par la France au codéveloppement...

QUELQUES PIÈGES À ÉVITER

Il faut avant tout veiller à ne pas confondre le codéveloppement avec le développement en général. Le premier a un champ d'application évidemment beaucoup moins vaste que le second. Il s'agit en particulier de le distinguer du développement local et de la coopération décentralisée. Le codéveloppement est en quelque sorte un bonus apporté par les migrants au développement local sous la forme de financements et/ou par des interventions en tant qu'intermédiaire ou facilitateur dans des relations de coopération décentralisée¹¹. Dans le même ordre d'idées, si les migrants méritent qu'on s'intéresse à leur rôle dans le développement et qu'on les appuie dans ce sens, cela ne les met pas pour autant au-dessus des autres groupes d'acteurs. En effet, même s'ils ont souvent une bonne connaissance des réalités locales et disposent d'atouts en matière de financement et de mobilisation d'acteurs du Nord, les migrants restent des intervenants qui peuvent avoir des intérêts particuliers, voire divergents (y compris entre ressortissants d'un même village). Après un long séjour à l'étranger, il leur arrive également d'avoir des difficultés à prendre en compte les évolutions sur le terrain. C'est pourquoi, même s'il est très important de susciter la participation des migrants, ce sont les populations locales, et elles seules, qui doivent être au centre des initiatives de développement.

Il faut également prendre garde aux tentatives opportunistes. Dès lors que des budgets d'appui au codéveloppement sont mis en place, apparaissent de nouveaux acteurs qui se positionnent en intermédiaires entre les migrants et les bailleurs de fonds, sans en avoir nécessairement la légitimité, ni la compétence.

Les choses peuvent également se compliquer au niveau même des associations de migrants. S'agissant d'associations qui, comme celles des migrants originaires de la vallée du fleuve Sénégal, sont issues de dynamiques qui leur sont propres et ont été constituées bien avant que l'attention des pouvoirs publics ne se porte sur elles, on peut penser que certaines d'entre elles au moins ont accumulé suffisamment d'expérience et d'autonomie pour se positionner et négocier en connaissance de cause les appuis proposés. Dans les pays tels que l'Espagne et l'Italie, où l'immigration est plus récente et où les immigrés sont d'origines diverses et/ou n'ont pas de fortes traditions associatives, la situation est fort différente. Le risque est alors grand de voir apparaître des associations de ressortissants dont la création est suscitée essentiellement par l'existence d'opportunités de financement, avec tous les pièges et faiblesses qui s'ensuivent (positionnement d'acteurs, absence ou faiblesse de raison d'être de l'association, détournement de fonds etc.).

Par ailleurs, on a trop tendance à oublier que les fonds dont disposent les migrants, aussi volumineux soient-ils, sont des fonds privés. C'est aussi autant d'argent qui n'est pas consacré à l'amélioration de leur propre qualité de vie dans le pays d'accueil. Le prix payé par les migrants pour envoyer des fonds est extrêmement lourd. S'il y a lieu d'appuyer les personnes et groupes qui ont fait le choix de tels sacrifices, il faut éviter que cela n'exerce une pression trop forte sur des migrants qui font d'autres choix.

¹¹ Nous avons par exemple assisté à un séminaire en décembre 2005 à Dakar, sur le thème des migrations et du développement local, où le terme de codéveloppement était presque toujours utilisé en lieu et place de celui de développement local.

Ceci nous amène à la question de la deuxième génération. S'il est effectivement possible de compter sur une forte mobilisation des aînés qu'advient-il des générations suivantes ? Cette question devient saillante dans un pays tel que la France ou les associations d'immigrés, avec l'expérience qu'elles ont pu acquérir, s'interrogent sur leur propre renouvellement : il y a de moins en moins de nouveaux immigrés (en tout cas, de moins en moins qui sont dans une situation qui leur permette de s'engager dans de multiples cotisations) et les enfants des migrants, n'entretiennent pas les mêmes liens avec «le pays de leurs parents».



PHOTO : FEPP

UN RÔLE D'INTERFACE ENTRE DEUX ESPACES

Il reste qu'on a trop tendance, quand on approche le codéveloppement, à se focaliser sur les impacts en matière de développement des pays d'origine, et en particulier à partir des capacités financières des migrants. Partant du point de vue de ces derniers, il faudrait tout autant s'intéresser aux perspectives offertes dans le pays d'accueil, en particulier en termes d'insertion. A cet effet, les projets de codéveloppement devraient davantage se focaliser sur un travail réalisé sur les deux territoires (d'accueil et d'origine), valorisant ainsi le rôle d'«interface» que les migrants peuvent jouer entre deux sociétés. Plusieurs expériences montrent l'intérêt, par exemple dans une relation de coopération décentralisée, de faire appel à des migrants pour jouer un rôle de médiateurs, de relais entre les intervenants du Nord et du Sud. Quand ce n'est pas la présence même de migrants originaires d'un même terroir qui pousse une collectivité à se mettre en contact avec la localité d'origine de ces migrants¹².

Cette vision du codéveloppement est probablement celle qui correspond le mieux à la réalité. Elle est potentiellement la plus innovante. Avec une utilisation de plus en plus massive des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les migrants parviennent à maintenir à distance et à activer quotidiennement des relations «de proximité». Plus que jamais ils sont présents, en mesure de jouer un rôle «ici et là-bas», et des efforts doivent être réalisés pour que cette double appartenance, ce transnationalisme, puissent s'exprimer à travers les programmes s'articulant également sur plusieurs

espaces. Davantage de perspectives sont également données aux migrants de la seconde génération. Ceux-ci pourront valoriser la meilleure connaissance qu'ils ont de la société dans laquelle ils résident sans devoir nécessairement passer par les mêmes sacrifices financiers que leurs aînés.

CONCLUSION

Les migrants n'ont pas attendu que l'on débâte sur la mise en place de politiques de codéveloppement pour prendre de nombreuses initiatives afin de contribuer au mieux être des familles qu'ils ont laissées dans leurs pays d'origine. Des zones entières de pays en développement sont tenues à bout de bras par leurs ressortissants. Du point de vue du développement, les projets mis en place avec l'appui de migrants sont particulièrement intéressants dans la mesure où ils vont dans le sens du développement participatif. Même s'ils commettent des erreurs, même s'ils s'adonnent souvent aux dépenses ostentatoires, les migrants sont mieux placés que beaucoup d'autres acteurs pour contribuer à la conception et à la mise en place d'initiatives de développement dans leurs terroirs d'origine. Aux partenaires (ONG, pouvoirs publics centralisés et décentralisés, organisations bilatérales et multilatérales du développement) de les accompagner en leur fournissant l'encadrement technique et les cofinancements nécessaires à la bonne préparation et exécution des projets. Ainsi pourra-t-on éviter de tomber dans quelques uns des pièges cités plus haut. ■■

¹² Ces éléments s'inspirent d'expériences et de réflexions relatées dans le document de Hélène DUCLOS et Pierre FORRAT "Evaluation des programmes PAIDEL -PIMDERO / Convention d'objectifs 2001 - 2004 - France, Mali, Mauritanie, Sénégal" Rapport final, Juillet 2005, 96p, réalisé pour le compte du GRDR et du F3E.

→ DIASPORA, DÉVELOPPEMENT ET CITOYENNETÉ. LES MIGRANTS ORIGINAIRES DU BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL (MALI, MAURITANIE, SÉNÉGAL)

Samba Yatera, Olivier le Masson*

Quelles logiques de partenariat favoriser pour inventer de nouvelles dynamiques de coopération qui soient fondées sur une imbrication renouvelée entre les notions de citoyenneté et de développement "ici" et "là-bas" ?



PHOTO : GRDR

L'essor du mouvement associatif produit de nouvelles formes de solidarité et offre aux individus et aux groupes un cadre leur permettant de prendre des initiatives socio-économiques, culturelles et politiques. Les associations remplissent plusieurs fonctions qui sont liées au projet migratoire et aux problématiques sociales, économiques et politiques auxquelles sont confrontées les personnes issues de l'immigration. Cet article examine les évolutions des dynamiques organisationnelles des migrants originaires du bassin du fleuve Sénégal et leurs implications dans le codéveloppement et la citoyenneté.

LA MOBILISATION DES IDENTITÉS COLLECTIVES, SUPPORT DES DYNAMIQUES DES MIGRANTS

Les migrants résidant en France se regroupent principalement sur une base identitaire : famille, village, zone historique. Ils se sont d'abord organisés dans les caisses villageoises qui étaient sous le contrôle des hiérarchies traditionnelles. Ce type de structure avait pour fonction d'entretenir la solidarité entre les immigrés et d'aider financièrement et économiquement les villages dont ils étaient issus. Cette période est marquée par le contrôle du projet migratoire par la société d'origine.

A partir de 1981, avec l'abrogation du décret de 1939 réglementant l'organisation des étrangers en France, on assista à un essor des associations de migrants maintenant régies par la loi 1901 (en Belgique, asbl).

Cette évolution dans les méthodes d'organisation a permis aux associations de devenir réalité pour les partenaires (ONG, collectivités locales). Elle enclenche aussi un processus de transformation au sein de l'immigration, favorisant un transfert du pouvoir des notables plus âgés vers des migrants plus jeunes, sachant lire et écrire. Cette période marque aussi une étape importante dans la mesure où, désormais, les associations se construisent autour de l'idée de développement pour le village.

A partir des années 90, les immigrés créent des fédérations. La gestion de ce type de structure s'avère plus difficile, car son champ d'intervention dépasse le cadre villageois. Les actions entreprises s'inscrivent dans un espace multipartenarial qui modifie progressivement l'axe privilégié migrant-villageois à partir duquel se réalisaient naguère les projets collectifs.

LES RELATIONS DES ASSOCIATIONS DE MIGRANTS AVEC LES ACTEURS DE TERRAIN

Les relations entre les immigrés et "leurs relais" dans le village d'origine sont multifformes. Elles sont marquées jusqu'au début des années 90 par une prééminence du rôle politique et social des migrants dans la conduite et la gestion à distance des projets réalisés au village. Cela était dû à la faiblesse des dynamiques locales et au fait que les immigrés étaient les principaux initiateurs des réalisations. Ainsi, pendant de nombreuses années, les migrants refusent de faire la distinction entre eux et les villageois. Combien de fois n'avons-nous pas entendu des leaders associatifs dire "le village, c'est nous" ? Au-delà des liens affectifs très forts avec le village, ce positionnement des immigrés est le produit d'un capital social et économique que leur procuraient leurs moyens financiers et leur capacité à mobiliser des acteurs du Nord pour la région d'origine.

Les actions de collaboration entre associations de migrants en France et associations villageoises en Afrique vont stimuler l'émergence d'un mouvement associatif local non initié directement par les migrants. Les différentes organisations locales vont alors chercher progressivement à tisser d'elles-mêmes des liens avec des organismes de diverses natures situés en Afrique : structures d'appui au développement ou ONG, partenaires financiers, services des Etats, collectivités locales, bureaux d'études, etc. Ceci contribuera à créer une relative autonomie institutionnelle et financière vis-à-vis de la migration et à renforcer un tissu d'acteurs locaux relativement dense.

Ce nouveau contexte provoque, dans certains cas, de fortes tensions entre migrants et associations locales. Cependant, au-delà des questions de légitimités politiques et sociales, cette situation pose le problème d'une reconnaissance réciproque et d'une redistribution des rôles. Pour éviter des conflits d'intérêt et d'influence, il est essentiel de promouvoir la notion d'intérêt général dans une relation dont le fondement n'est plus uniquement la mobilisation des identités collectives au service d'une communauté.

Cette évolution concerne aussi bien les ONG du Nord que les pouvoirs publics. En effet, certaines associations de migrants reprochent à leurs partenaires d'avoir tendance à rester sourds à leurs propositions. Ces réticences seraient-elles liées à l'émergence d'une catégorie d'intervenants n'ayant pas la légitimité technique et financière des ONG de développement ? Dans les relations multidimensionnelles entre diaspora, ONG, populations locales, collectivités locales et pouvoirs publics, on ne doit pas perdre de vue les contraintes et les interactions en cours. Cela permet de comprendre les stratégies et les logiques des acteurs pour construire un véritable partenariat.

* Respectivement sociologue et géographe au GRDR (www.grdr.org)

MIGRANTS ACTEURS ET PARTENAIRES DU CODÉVELOPPEMENT

L'immigration étant devenue un enjeu des relations Nord-Sud, elle a tendance à être présentée comme une menace économique, sociale et culturelle pour les populations du Nord. Cette perception de la migration explique pourquoi la gestion des flux migratoires occupe une place de plus en plus importante dans les politiques des Etats de l'Union européenne. Les politiques d'aide au retour se révélant peu concluantes dans certains pays (France, Allemagne, Pays-Bas), l'approche du codéveloppement apparaît au milieu des années 90. Désormais, on assiste à l'introduction d'un nouveau paramètre dans la coopération au développement : la gestion des flux migratoires. D'ailleurs, certains pays membres ne tardent pas à vouloir lier l'aide au développement et objectifs européens en matière d'immigration. Le fil conducteur de cette nouvelle stratégie est d'une part de favoriser le développement des régions d'origine pour limiter les départs vers l'Europe et d'autre part d'associer les Etats du Sud au contrôle des flux migratoires. L'autre versant du codéveloppement mérite davantage d'être privilégié. En effet, comme moyen de développement économique et d'enrichissement mutuel, il constitue un formidable levier. A condition de valoriser le capital social et économique et les expériences associatives en matière de participation au développement.

Les transferts financiers effectués par les immigrés¹, pour l'entretien des familles restées au pays, les investissements dans le secteur de l'immobilier, des projets de développement, dans les PME/PMI sont considérables au regard des PIB des différents pays comme la Mali, la Mauritanie, le Sénégal, le Cap Vert ou la Guinée Bissau. Toutefois, la contribution de la diaspora ne se limite pas seulement aux considérables transferts financiers qui équivalent pour certains pays comme le Mali, le Cap Vert à l'aide au développement qu'ils reçoivent. Il ne faut pas perdre de vue les apports culturels, politiques, organisationnels, les transferts de compétence et de savoir-faire véhiculés par les personnes issues de l'immigration.

L'émergence de structures à caractère plus politique comme la Coordination des Animateurs de Développement en 1990 et le Réseau des Associations de Développement pour le Bassin du Fleuve Sénégal en 1993 a permis aux immigrés originaires de trois pays d'avoir une démarche commune auprès des ONG, des collectivités locales et des pouvoirs publics. La participation des associations d'immigrés au groupe de travail "Migrations Population en Mouvement" de la COCODEV et aux commissions mixtes à partir de 1993 contribue à renforcer le rôle politique des migrants en France. En effet, le fait par exemple que des associations de migrants soient représentées dans le comité de suivi au même titre que les collectivités locales et les Organisations de Solidarités Internationales favorise la concertation entre les différents acteurs². Tout en permettant de confronter des approches très variées aux approches du développement des régions d'origine des migrants, la présence des Organisations de Solidarité Internationale issues de la Migration (OSIM) est une reconnaissance de leur rôle dans le pays d'origine.

¹ La Banque mondiale évalue à 76 millions de dollars les transferts financiers de la diaspora malienne, une étude PSEAU estime à 400 mille euros l'investissement des associations sénégalaises dans leurs régions d'origine.

² Rappelons que le Comité de suivi de la Commission franco-sénégalaise de planification est composée de 1/3 de collectivités locales, 1/3 d'Associations de Solidarité Internationale Issues de la Migration, 1/3 d'organisations de solidarité internationale. Cf. Compte-rendu de la réunion de suivi de la commission mixte 24février2004.

L'implication des immigrés dans des études conjointes avec des partenaires et en collaboration avec les services techniques de l'Etat (exemple : l'Etude PS-EAU au Sénégal et Mali en collaboration avec le Réseau des associations du Bassin du Fleuve Sénégal) montre une évolution de l'action des immigrés. Leur participation à des tables rondes de concertation (Kayes) et la création par les Etats de la sous-région à partir des années 90 du Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur et du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur³ indiquent l'importance accordée aux migrants. Cette dimension de l'action des immigrés est assez méconnue. Elle mériterait qu'on y porte une plus grande attention. D'autant que les changements institutionnels (liés notamment à la décentralisation) dans le pays d'origine et la situation socio-politique en France ont des incidences sur l'action des associations d'immigrés. Ces structures ont élargi leur champ d'action sur les questions de la citoyenneté et de la médiation sociale en France. Lors de la récente "crise dans les banlieues", ces fédérations ont mis en place un "collectif du 20 Novembre"⁴ qui a organisé, et animé des rencontres sur la "citoyenneté dans les banlieues de la République".

Les migrants s'avèrent être aussi d'excellents ambassadeurs. Ils l'ont prouvé lorsque, interpellant de nombreuses collectivités locales françaises, ils ont pu engager plusieurs partenariats avec leurs villages et régions d'origine dans une démarche ouverte de concertation. Ceci a conduit à la conclusion de nombreux jumelages et parfois même à la réalisation ou au co-pilotage d'actions pluriannuelles de développement. Les migrants représentent donc un formidable vecteur de rapprochement entre ici et là-bas dans une perspective de partenariat et d'échanges.

L'EXEMPLE DE ENNDAM DIOMBUXU À KONIAKARY ET À VILLETANEUSE



L'association *Enndam Diombuxu* regroupe la totalité des ressortissants de la commune urbaine malienne de Koniakary ayant migré. Son siège est à Bamako et elle a développé des pôles dans les grandes villes maliennes (Kayes, Sikasso, Ségou, Kita). Par la suite des sections ont été créées dans les pays d'Afrique Centrale (Congo, RDC, Angola, Gabon, Zambie) et d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Gambie, Guinée,

³ Créé en 1992 le Haut Conseil des Maliens de l'extérieur sera le principal interlocuteur des pouvoirs publics français et maliens sur les questions de codéveloppement et de citoyenneté

⁴ Ce collectif regroupe le Réseau des Associations du Bassin du Fleuve Sénégal, le Réseau des Associations Mauritanien en Europe, le Haut Conseil des Maliens de France, le Conseil des Guinéens de France.

Côte d'Ivoire, Burkina Faso) qui concentrent la grande majorité des migrants originaires de Koniakary. Des sections de taille réduite ont été créées aux Etats-Unis et en France. Cette dernière, regroupant une centaine de membres, s'est constituée en association de loi 1901. Elle est sise à Villejuif (94), lieu de résidence du secrétaire – son président habite le même département, à L'Hay-les-Roses depuis une vingtaine d'années. Dès lors, pourquoi et comment un partenariat de coopération décentralisée peut-il se construire entre Koniakary et Villetaneuse (93) ? Entre les deux collectivités se trouve la section française de l'association Enndam Diombuxu.

LES RESSORTISSANTS D'ENNDAM DIOMBUXU, ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT DE LEUR VILLAGE D'ORIGINE

Une tradition veut que les ressortissants d'un même village malien se regroupent autour d'une caisse de solidarité. Les vocations de ces caisses sont de subvenir aux frais engendrés d'abord par des fêtes, des rapatriements de dépouilles ou encore des crises climatiques exceptionnelles puis, par extension, des projets de développement en tous genres. Mariant ainsi l'épargne individuelle de chaque parcours de migration et les objectifs collectifs de développement de leur village d'origine, ces associations ont pu financer un certain nombre de projets dans des domaines comme la santé (construction d'un Centre de Santé Communautaire, campagne de vaccination...), l'éducation (construction et équipement de salles de classes...) et l'hydraulique (réseau d'adduction d'eau...). Longtemps, ils n'ont compté que sur eux-mêmes allant jusqu'à prendre en charge les études techniques et mobiliser des sommes importantes pour financer des bureaux d'étude ou des ONG internationales. Progressivement, ils ont servi d'intermédiaires à des acteurs locaux pour obtenir des cofinancements des coopérations bilatérales allemande ou française. En effet, la mise en place des lois de décentralisation et les premières élections communales de 1999, transfèrent des compétences aux élus locaux dont certains manquent d'expérience. La santé communautaire, l'éducation fondamentale et l'hydraulique rurale étant les trois domaines dont les dynamiques étaient depuis quarante ans portées par les migrants, certains élus ont choisi de développer des stratégies de développement local visant à créer sur les nouvelles circonscriptions créées davantage de synergies entre acteurs, migrants compris. Ainsi, en 2002, afin d'élaborer le plan de développement social, économique et culturel (PDSEC) de la commune urbaine de Koniakary, le maire et son conseil municipal ont demandé l'accompagnement d'une ONG internationale, le G.R.D.R. à travers son Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local (PAIDEL, 2001-2005). Ils voulaient créer un processus de développement local partant de la connaissance partagée du territoire et de l'identification des acteurs et des partenaires en présence pour permettre d'élaborer à court, moyen et long terme un projet concerté de développement. Des représentants de toutes les forces vives de la commune se rassemblent autour d'une même natte pour analyser, débattre, échanger et établir des priorités sectorielles puis géographiques en fonction des ressources mobilisables localement.

Ce processus d'animation a permis de s'apercevoir que si les ressortissants étaient omniprésents dans l'histoire du développement du village, ils étaient par contre absents des cadres de concertation ! Pour pallier cette faiblesse, le maire a donc

souhaité rencontrer les migrants et leurs partenaires en France. La mission a été organisée conjointement par le cadre de concertation communal et le bureau de la section française d'Enndam Diombuxu : les termes de références – précisant le contexte, les objectifs, le calendrier, le budget et le plan de financement – ont été amendés et validés par chacune des parties. L'équipe du GRDR en France (programme PIMDERO⁵) a accompagné cette mission qui s'est déroulée en janvier-février 2004.

LES RESSORTISSANTS D'ENNDAM DIOMBUXU, CITOYENS DE LEUR ESPACE DE VIE EN FRANCE

En amont, les ressortissants ont réalisé l'annuaire de leur diaspora. Il en est ressorti qu'une quinzaine de communes d'Ile de France accueillait des ressortissants de Koniakary. Les plus dynamiques, résidant au Pré-Saint Gervais, à L'Hay-les-Roses, à Villejuif ou encore à Villetaneuse, ont souhaité provoquer une rencontre entre leurs deux maires : celui de leur commune d'origine (pour lequel il n'ont pu voter en raison de leur expatriation) et celui de leur commune d'accueil (pour lequel ils n'ont non seulement jamais voté pour des raisons d'extranéité mais qu'ils n'avaient même, pour la majorité, jamais rencontré !).

La moitié des élus de ces communes françaises ont répondu aux lettres de demande de rendez-vous. Intéressés par la présentation de la commune de Koniakary, par la qualité des documents illustrant ces propos (monographie communale, plan d'actions prioritaires, dispositif de concertation), ils ont souvent, lors des rencontres, mis en avant leur volonté de s'ouvrir à l'international par la voie de la coopération décentralisée⁶. Mais dans le cas plus spécifique de Villetaneuse, l'élue en charge de la coopération était accompagnée de deux médiateurs sociaux de quartiers. Ils ont interrogé les ressortissants de Koniakary sur leur implication en tant que citoyens de Villetaneuse. Deux familles de Koniakary y sont résidentes et l'un des ressortissants était autour de la table. Membre de l'association des parents d'élèves, participant aux fêtes de quartier, proche des autres étrangers et notamment des Maliens résidant à Villetaneuse, intégré au comité d'entreprise, chacun a su tisser son réseau de contacts et de vie associative au coeur de son espace de vie.

COMMENT "VILLETANEUSER" UN PROJET MENÉ À KONIAKARY ?

La question a pu dans un premier temps surprendre les participants. Pourtant, au-delà de nourrir le principe de réciprocité, image d'Epinal d'une coopération souvent mal définie, elle préfigure certainement le lien d'équilibre qui doit présider à un véritable projet de "coopération" décentralisée compris comme étant porté par les acteurs des deux territoires et ayant un impact à la fois sur le développement de la commune d'origine et sur celui de la commune d'accueil.

"Pour intéresser un élu français à vos problèmes, parlez-lui d'abord des siens !" lança non sans ironie une technicienne chargée de la coopération décentralisée à une cinquantaine de responsables associatifs migrants lors d'une formation organi-

⁵ Programme pour la Promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leurs Régions d'Origine.

⁶ Depuis 1992, deux collectivités territoriales du Nord et du Sud peuvent construire des partenariats de solidarité internationale.

sée par le GRDR sur les thématiques du "développement local et des partenariats communaux". Pour illustrer cette approche, il a ainsi été proposé de mener conjointement un projet visant la construction de nouvelles salles de classe à Koniakary et de mettre en place une plate-forme d'échange et de débat sur l'éducation des enfants - pour la plupart français - des parents maliens de Villeteuse dont le taux d'absentéisme scolaire a été souligné comme étant plus important que la moyenne.

LES RESSORTISSANTS D'ENNDAM DIOMBUXU AU COEUR DES DYNAMIQUES DE CODÉVELOPPEMENT LOCAL

L'évolution des contextes de développement aussi bien au Mali qu'en France pose la question du repositionnement des associations de ressortissants au sein des nouvelles dynamiques de coopération Nord-Sud.

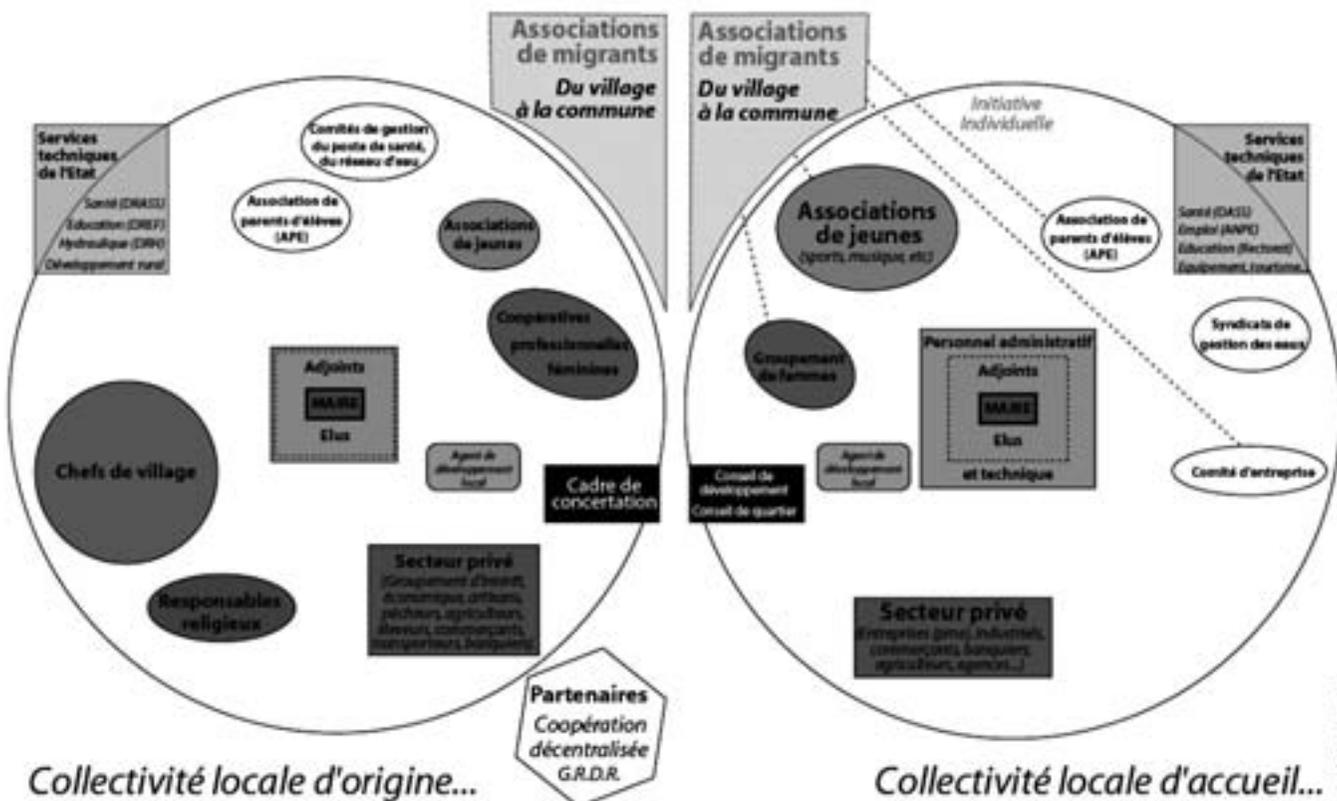
Les migrants sont les moteurs économiques et financiers du développement de leurs villages d'origine. Toutefois la dynamique de "développement local" renforçant les politiques de décentralisation, a été le vecteur d'une recomposition des circuits de décision où les initiatives locales ont davantage de force et parfois même de légitimité. Mais quelle peut être l'implication des migrants dans la concertation pour l'élaboration des projets de territoire et la planification des politiques communales de développement ?

Les migrants ont investi le champ de "l'ouverture à l'international"; d'abord à travers leur itinéraire personnel, puis collec-

tivement par leur engagement associatif militant pour consolider les passerelles économiques et socioculturelles avec leur région d'origine. Dans le cadre du partenariat dont il est question ici, Enndam Diombuxu est considérée par les élus de Koniakary au Mali comme ambassadeur permanent de leur commune d'origine auprès de Villeteuse bien sûr mais aussi de la France entière. Les migrants ont signé une première convention d'objectifs avec le maire de Villeteuse concernant un projet de désenclavement en attendant la signature d'un protocole de coopération décentralisée entre les deux collectivités territoriales courant 2006. L'analyse parallèle des jeux d'acteurs sur chacun des territoires sera un démultiplicateur des relations possibles d'associations à associations, entre professionnels de la santé et de l'éducation et stimulera les échanges sur des problématiques partagées de démocratie participative, de concertation locale, d'aménagement du territoire ou encore de codéveloppement.

L'exemple de Koniakary et de Villeteuse demande certainement à être enrichi des expériences à venir en 2006. Mais la valorisation des migrants partenaires du développement local de leur commune d'origine et acteurs de développement local de leur commune de résidence modifie les rapports entre collectivités et offre une proposition alternative aux communes françaises qui développent actuellement des projets de coopération décentralisée. Il illustre les potentialités d'une coopération décentralisée vectrice d'enrichissements mutuels et donne du sens - sans stigmatiser les migrants en tant qu'étrangers mais bien en soulignant leur double rôle de citoyen - au concept novateur de codéveloppement local.

Pour une co-opération de territoire à territoire Les migrants au coeur des réseaux de "co-développement local"

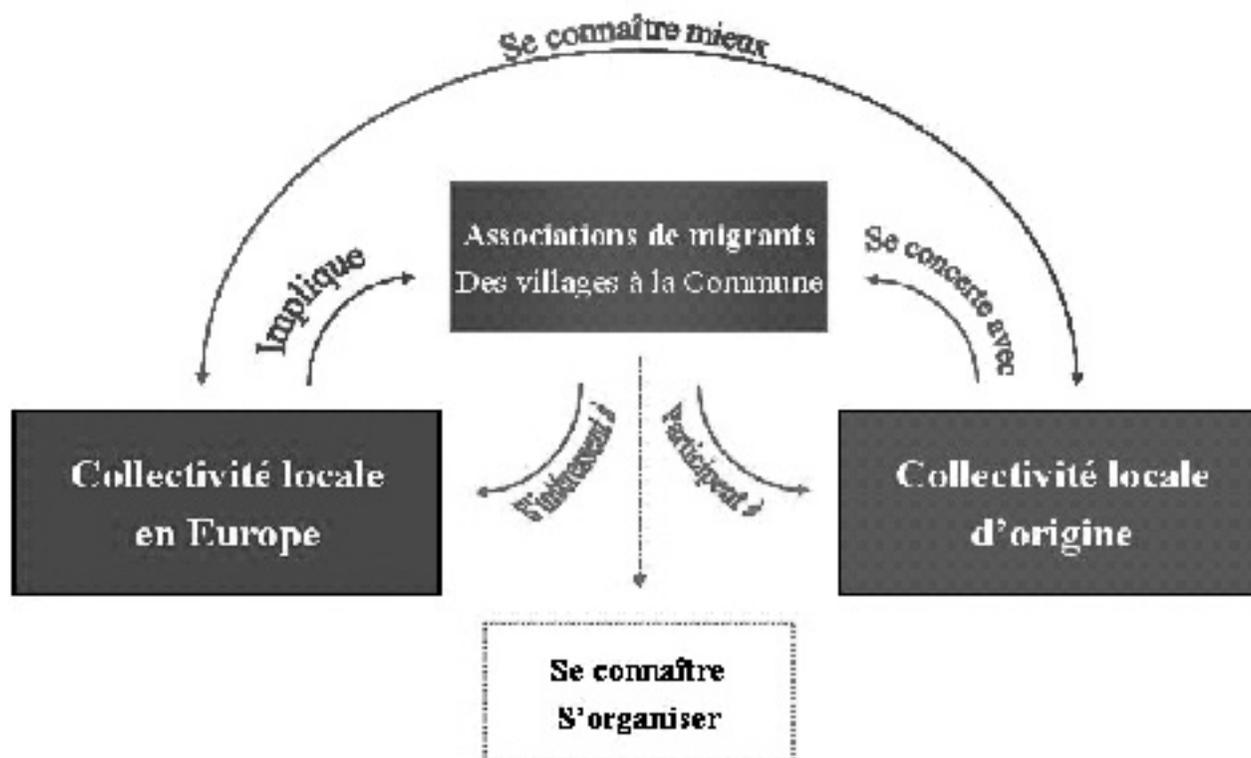


CONCLUSION

Comme on le constate, les actions des personnes issues de l'immigration en faveur de leur pays d'origine sont multidimensionnelles. Elles montrent une grande diversité d'approches nourries de la richesse multiculturelle et révèlent que les migrations internationales apparaissent de plus en plus comme des facteurs d'enrichissement mutuel entre territoires. De ce fait, il apparaît de plus en plus que l'efficacité des dynamiques fédératives des migrants qui ont comme objet d'intervention la commune, la région voire un ensemble sous-régional dépend de la capacité des immigrés et de leurs partenaires à se positionner non plus sur des objectifs de réalisation mais sur des thématiques transversales et politiques. Ce processus de changement qui a commencé devra amener également les associations de migrants à substituer leurs anciennes fonctions d'impulsion du développement par celles de promotion de l'échange, de la médiation, de l'interface, en valorisant leur double appartenance pays d'accueil et pays d'origine. Soulignons que le processus de décentralisation n'induit pas nécessairement une diminution de l'action des migrants mais plutôt une modification de sa nature. Il devrait déboucher sur des pratiques de concertation et de contractualisation, respectant ainsi pleinement les autorités locales dans leurs fonctions de maîtres d'ouvrage des actions de développement.

L'approche d'une ONG comme le GRDR consiste à rendre possible de manière consensuelle une nouvelle méthode d'implication des migrants sans risquer pour autant d'annihiler les ambitions des acteurs locaux tels que les collectivités locales nouvellement en place. Même si on reconnaît aujourd'hui que le développement est une question de mobilisation des acteurs de terrain (avant d'être celle des acteurs extérieurs), il n'en demeure pas moins que les migrants représentent une source prépondérante de revenus pour les populations villageoises. Cependant, il est nécessaire de rénover le contenu et les canaux de l'information entre migrants et villageois. Quelques initiatives naissent, mais sont encore peu développées. A travers ses programmes (le PIMDERO et le PAIDEL), le GRDR essaie de faciliter cette communication et la circulation de l'information entre les différents partenaires. Ainsi, comme nous l'avons montré à travers l'exemple de Kohtiary, des responsables élus accompagnés par le GRDR viennent en France prendre contact avec les migrants, leur présenter comment ils voient le développement en tant que responsables et envisager avec eux comment les insérer dans les dynamiques locales. Il y a là un mode de circulation de l'information, de concertation et de prise en compte de la double appartenance et des compétences qui mérite d'être valorisé davantage et soutenu par les partenaires institutionnels du Nord et du Sud.

POUR DONNER DU SENS AU «DOUBLE-ESPACE» L'EXEMPLE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE



→ MIGRATION ET DEVELOPPEMENT. DE L'IMPORTANCE D'UN PARTENARIAT AVEC DES ONG DE DÉVELOPPEMENT NATIONALES

Françoise Raoult*

Même s'il n'est pas toujours reconnu à sa juste valeur, l'apport multiple des Organisations de Migrants (OM) n'est plus à démontrer. Le lien qu'elles maintiennent avec leur communauté d'origine, concrétisé par des partenariats avec des Organisations Communaires de Base (OCB) est et doit être la base des programmes de type «Migration et Développement». Ce sont elles qui relaient, soutiennent ou impulsent parfois les initiatives des communautés locales. Elles apportent une expertise technique, un soutien financier voire un regard croisé sur les actions de développement. Mais les ONGD des pays d'origine ont également un rôle crucial à jouer. Point de vue du CIRE...



Le CIRE est une structure de coordination pluraliste dans laquelle les associations membres réfléchissent et agissent de façon concertée sur des questions liées à la problématique des demandeurs d'asile, des réfugiés et des étrangers avec ou sans titre de séjour.

Le CIRE travaille sur six axes qui sont:

- les politiques et les procédures d'asile ;
- les politiques migratoires ;
- l'intégration ;
- la problématique des centres fermés et du retour forcé ;
- le retour volontaire ;
- migration et développement.

Dans le secteur Migration et Développement le CIRE s'est défini quatre objectifs:

- sensibiliser sur la nécessité de poursuivre la lutte contre les causes de l'exil par des politiques de développement équitable et durable ;
- promouvoir le retour positif de la migration sur le développement ;
- promouvoir l'intégration de la dimension migration et développement dans les politiques de coopération belges ;
- promouvoir la définition de politiques migratoires favorables au développement.

MIGR' ACTIONS

Afin de promouvoir le retour positif de la migration sur le développement, le CIRE a mis en oeuvre un programme opéra-

tionnel, Migr'Actions, qui entend renforcer les actions de développement portées conjointement par les organisations de migrants et leurs partenaires dans leur pays d'origine, afin d'augmenter la pertinence et la pérennité des projets. Ce programme est financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD).

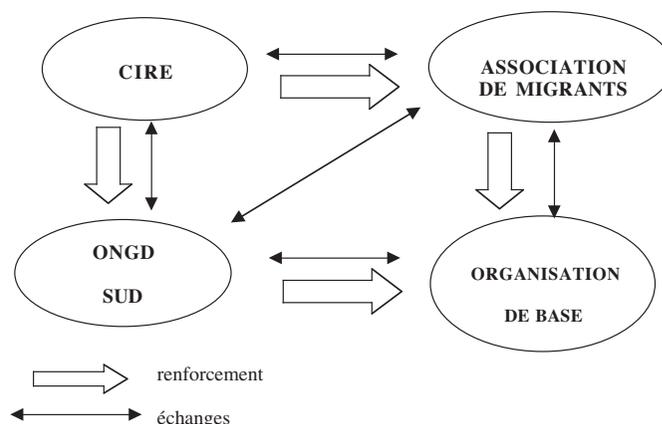
Le programme a été mis en oeuvre avec les communautés migrantes de six pays: la République Démocratique du Congo, le Niger, le Cameroun, le Sénégal, l'Equateur et la Bolivie.

Il vise à renforcer les capacités des OM et celles de leurs partenaires, principalement des organisations communautaires de base. A cette fin le CIRE (qui n'a pas pour mission première de s'impliquer dans le développement des pays du Sud) a établi des partenariats avec des ONGD nationales dans les six pays concernés.

Le renforcement des OM est assuré par l'équipe du CIRE au travers de formations et surtout d'un accompagnement individuel dans la planification et la mise en oeuvre des projets. Le programme permet également à un représentant de l'OM de se rendre sur le terrain lors de la planification du projet ou pour une mission de suivi. Un financement est également alloué pour la mise en oeuvre du projet. Le but est que les OM impliquées apprennent au travers d'une expérience concrète à utiliser les outils de planification et de gestion de projet, afin de pouvoir ultérieurement adresser elles-mêmes des demandes de financement à différents bailleurs de fonds institutionnels ou privés.

Le renforcement des OCB est assuré par les ONGD nationales et consiste en un appui pour la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation du projet. L'approche développée se veut participative et formative. Le but recherché est de renforcer les capacités locales, non seulement pour la mise en oeuvre du projet mais, également pour favoriser l'auto promotion des communautés locales.

Le modèle de collaboration est donc multiple comme le montre le schéma suivant :



* Coordinatrice du programme Migr'Actions.

Après deux ans et demi de fonctionnement, une analyse de ce mode de fonctionnement a été réalisée avec l'ensemble des acteurs.

Certaines faiblesses ont été identifiées, notamment la limitation de l'implication des OM dans la gestion du projet, principalement due à l'impossibilité de leur transférer le financement¹. A également été pointée la nécessité d'une plus grande concertation entre les acteurs pour définir des stratégies d'intervention dans le cadre d'un programme pluriannuel et ce, dans le but d'augmenter l'impact du programme.

Mais un des éléments qui ressort de cette expérience est l'importance de l'implication de différents acteurs au Nord et au Sud, avec un rôle et une identité distincts.

L'APPORT DES ONGD NATIONALES

La principale raison de l'établissement de partenariat avec des ONGD nationales, au début du programme, était d'assurer un suivi rapproché de la mise en oeuvre des projets sur le terrain, mais l'expérience a montré que ce partenariat avait d'autres bénéfices.

Les ONG nationales peuvent aider (quoi ?) et orienter les OM sur différents aspects que ces dernières, en raison de la distance et/ou du temps passé en dehors de la communauté, ne peuvent pas toujours suffisamment prendre en considération:

- l'existence de politiques ou de programmes de développement mis en oeuvre par les acteurs locaux (gouvernementaux ou ONG), si le projet correspond aux priorités locales, les collaborations locales peuvent être plus faciles à établir ;
- la confirmation que le projet répond aux priorités ressenties par la population, notamment si l'échange s'est principalement fait avec les représentants d'une petite organisation locale ;
- l'actualisation de l'information pour l'orientation adéquate du projet ;
- l'existence de projets à renforcer (au sein de la communauté locale concernée) pouvant représenter un investissement plus efficient lorsque les ressources dont disposent les OM sont peu importantes, plutôt que le lancement d'un nouveau projet ;
- les capacités réelles de la communauté, parfois sur-estimées mais aussi parfois sous-estimées et donc non considérées comme une ressource potentielle ;
- la proposition pour renforcer l'impact collectif du projet, certains projets partent d'une initiative individuelle mais il est possible de leur donner une ampleur plus collective.

D'autres apports des ONGD sont également apparus au cours de cette expérience. La présence d'un acteur local peut soulager les OM de la pression sociale exercée par la communauté, la famille, les autorités locales et permettre ainsi de garantir que le projet aura un bénéfice collectif. De même la présence d'un acteur local permanent peut également diminuer la dépendance de certaines communautés envers l'OM.

FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS SOCIAUX INDUITS PAR LA MIGRATION

Nous avons également appris l'importance du rôle des ONG nationales dans la maîtrise des changements sociaux induits

¹ En effet, les normes financières et les dispositions administratives définies par la DGCD exigent que le financement du projet soit versé sur un compte spécifique au Sud.

par la migration. Les migrants sont des vecteurs de changements sociaux, et probablement très importants, de par le fait que la connaissance de leur culture leur permet de mieux adapter et introduire ces changements dans leur communauté d'origine. Toutefois la migration a également des effets sociaux négatifs, comme la déstructuration familiale, la dépendance familiale envers les ressources externes, la compétition, les conflits au sein de la communauté, un certain niveau de délinquance pouvant être rencontré comme conséquence de «l'argent facile», en particulier chez les jeunes ...

Ces aspects négatifs ne sont pas toujours, ou pas assez perçus par les migrants, soucieux de contribuer à l'amélioration du quotidien de leurs parents. C'est là que le rôle des ONGD nationales est important. Leur travail au sein des communautés facilite la prise de conscience des effets pervers induits et montre l'importance qu'il y a à mieux utiliser les ressources reçues des migrants.

Nous avons également pu identifier qu'il existe une vision différente du rôle des migrants dans le développement de la part des OM et des ONG nationales. C'est aussi le cas entre les OM et les communautés. Les acteurs locaux ont parfois une idée précise de la façon dont l'aide des migrants devrait être orientée de façon à mieux contribuer au développement de la communauté. Dès lors, il est important d'établir un dialogue entre les acteurs locaux et les OM de façon à ce qu'ils connaissent mieux la réalité et leurs capacités mutuelles, construisent un lien de confiance et maintiennent des échanges fréquents afin d'identifier la meilleure façon d'orienter les aides.

L'IMPORTANCE POLITIQUE DES PARTENARIATS



Au-delà des avantages opérationnels, il existe de nombreux avantages politiques au partenariat OM- ONGD nationales :

- Tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine il faut influencer la façon dont les gouvernements prennent en compte le rôle des migrants dans le développement.
- Le rôle d'ONGD nationales est important dans les pays d'origine pour favoriser l'intégration de la dimension Migration et développement dans les politiques de développement ;
- Pour le travail de lobbying des OM, l'alliance avec des ONG dans le pays d'accueil comme avec des ONGD nationales reconnues, ouvre l'accès à des réseaux qui permettent une diffusion plus large des revendications.
- Les échanges peuvent également promouvoir des changements sociaux de façon plus adaptée et mobiliser la société civile tant dans le pays d'origine que d'accueil.

- Les échanges entre acteurs de la société civile tant des pays d'origine que des pays d'accueil peuvent également apporter une lecture différente pour l'ensemble des partenaires sur la réalité dans les deux pays et, de cette façon, enrichir l'analyse de l'impact de la migration sur le développement dans les deux pays.
- Des acteurs du Sud et du Nord, peuvent ensemble, mieux alimenter le lobbying politique :
 - pour les OM en les aidant à mieux cerner les priorités en termes de développement du pays,
 - pour les ONGD nationales, en les tenant mieux informées sur les discussions internationales.

CONCLUSIONS

Même si le schéma de collaboration peut paraître lourd, il apporte de nombreux avantages essentiels pour la mise en oeuvre d'un programme Migration et développement mené par des organisations de la société civile. Au niveau opérationnel, il augmente la qualité des actions en renforçant les capacités sur les deux versants, au niveau des OM et des OCB.

Bien sûr, toutes les OM n'ont pas besoin d'un tel support, certaines sont à même de mener leurs actions et ont établi des partenariats avec des acteurs locaux de développement. Mais ce support est important pour des organisations de migrants plus petites ou plus récentes, qui ont en général comme partenaires des OCB (En Belgique, elles sont la majorité).

La présence d'une ONGD nationale est importante pour faciliter l'intégration des actions soutenues par les OM dans des dynamiques de développement local. Mais l'expérience a surtout montré la nécessité de faciliter le dialogue et les échanges entre les organisations du Nord (ONG et OM) et du Sud (ONGD nationales et OCB) afin d'aboutir à une vision partagée des stratégies de type «migration et développement». C'est aussi un moyen de renforcer la capacité de lobbying pour faire en sorte que la dimensions «Migration et Développement» soit intégrée aux politiques de développement et de coopération. Ce lobbying pourrait également influencer sur les politiques migratoires afin que celles-ci, soient issues d'un dialogue équitable entre les pays d'origine et les pays d'accueil pour bénéficier autant aux populations des uns que des autres. ■■

→ LE PLAN MIGRATION COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT (PMCD) EQUATEUR-ESPAGNE

Mario Cadena, Xavier Villaverde*

Un codéveloppement authentique, basé sur les possibilités de développement et d'enrichissement mutuel dans les domaines économique, social et culturel, peut devenir une réalité grâce aux traits d'union que sont les migrants. Mais cela implique que les initiatives prises dans les deux hémisphères se complètent et que les acteurs concernés (ONG, institutions, migrants, populations...) travaillent ensemble dans le respect et la reconnaissance mutuelle. Ainsi en Equateur et en Espagne...



L'émigration n'est pas une nouveauté en Equateur. Depuis les années 50/60, beaucoup de citoyens de ce pays pensent trouver dans l'exil les moyens d'améliorer leurs conditions de vie. Cette première vague d'émigration concerne essentiellement les provinces de l'Austro Ecuatoriano et vise surtout les Etats-Unis. Dans les années 70, le boom pétrolier que connaît le Venezuela attire de nombreux Equatoriens.

Entre 1998 et 2002, l'Equateur traverse la plus grave crise économique jamais connue depuis les années 50. La faillite qui l'accompagne, l'hyperinflation qui s'ensuit et la montée du chômage aboutissent à la dollarisation de l'économie nationale. Durant ces cinq années, la perte de confiance dans le pays et l'absence de perspectives entraînent un exode massif de près de deux millions de personnes. Cette fois, le phénomène affecte toutes les régions et provinces du pays, aussi bien le monde rural que les milieux urbains ; le spectre des classes sociales concernées couvre aussi bien les plus pauvres que les classes moyennes. Les USA restent la destination première des émigrés, mais certains pays de l'Union européenne comme l'Espagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas deviennent à leur tour des pays d'accueil importants.

TRAVAILLER À PARTIR DU PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE

Il est important de ne pas parler de «problème migratoire». Réduire l'analyse à des problèmes d'ordre légal ou aux désajustements sociaux ou humains que l'émigration entraîne serait trop limitant. Nous nous trouvons face à un phénomène qui comporte aussi bien des aspects positifs que négatifs et ce, tant en Equateur que dans les pays d'émigration. Il ne faut pas

perdre de vue les avantages et possibilités d'enrichissement mutuel qui peuvent en découler. L'objectif n'est donc pas d'arrêter ou de limiter les flux migratoires mais de valoriser leur apport.

Dans cette perspective, le rôle des émigrés paraît capital, mais leurs épaules sont déjà suffisamment chargées par les difficultés qu'ils rencontrent à s'insérer socialement et économiquement dans les pays où ils arrivent pour y ajouter la responsabilité de contribuer au développement de leur pays d'origine. C'est surtout à travers l'envoi d'argent qu'ils le font. Mais il ne faut pas non plus attendre d'eux que des virements bancaires. Les émigrés peuvent aussi promouvoir leur patrie en encourageant leurs amis du Nord à y faire du tourisme ou à essayer ses produits, côtoyer sa culture. Les technologies et connaissances acquises dans les pays d'accueil, l'enrichissement culturel qu'ils retirent de leur séjour à l'étranger sont aussi des contributions cruciales.

Considérant tout cela, il ne faut pas dissocier les initiatives prises pour et avec les émigrés de celles qui concernent les immigrés. Du moins, elles doivent être cohérentes. Les exigences et les attentes que l'on a envers les uns ne doivent pas différer de celles qu'on a envers les autres. L'Equateur connaît en effet une importante immigration de Colombiens et de Péruviens¹ qui viennent y chercher du travail ou fuir la violence qui sévit dans leur pays natal. La population équatorienne doit être sensibilisée à la nécessité d'adopter une attitude positive à l'égard de ceux qui viennent chercher asile chez eux.

LE PLAN MIGRATION, COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT (PMCD) ET LE MACROPROJET MIGRATION ET CODÉVELOPPEMENT

Partant de ces principes, un groupe de travail, le PMCD, s'est constitué qui réunit des acteurs équatoriens :

- le Groupe social du Fond Equatorien Populorum Progressio (GSFEPP),
- l'association latino-américaine d'Education Radiophonique (ALLER)
- la coordination des radios populaires d'Equateur (CORAPE),
- Caritas Equateur (Pastorale Sociale) et son département «Mobilité Humaine»
- l'institut latino-américain de recherches (Investigaciones) sociales (ILDIS-FES), le Service Jésuite des Migrants (SJM) ;

et espagnols :

- Caritas Espagne (avec l'appui financier de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale – AECI),
- le Red con Voz² (une coordination de radios populaires madrilènes),

La fondation «Un Sol Mon» (un seul monde) de la Caixa de Catalunya (une banque catalane espagnole).

* Fond Equatorien Populorum Progressio

1 Du fait de la dollarisation de l'économie, les salaires équatoriens sont plus élevés qu'au Pérou.

2 Littéralement : le réseau avec voix/parole, qui "donne de la voix". Suggère aussi un jeu de mot : "avec vous" - "con vosotros".

La coordination du PMCD en Espagne est assurée par Caritas Espagne ; en Equateur par le FEPP.

Parallèlement à ce cadre, une autre initiative de coordination a vu le jour, le Macroprojet Migration et Codéveloppement. Cette coordination chapeaute des actions dans les îles Baléares, ainsi qu'en Bolivie, en Colombie et en Equateur. L'objectif étant d'intensifier la coordination avec l'Espagne, mais aussi d'articuler les actions entre organisations de l'espace andin. En Espagne, les participants sont Caritas Espagne (les services généraux de Madrid et le Caritas Diocésain des îles Baléares) et le gouvernement des îles Baléares ; dans les trois pays andins, les départements « Mobilité Humaine » et les conférences épiscopales de chaque pays, auxquels s'ajoute le FEPP en Equateur.

Pour sa part, le FEPP maintient des relations de travail avec d'autres ONG européennes, comme le CIRE en Belgique et Solwodi en Allemagne.

LA RELATION AVEC LES ASSOCIATIONS D'ÉMIGRÉS

En Espagne, il existe plusieurs associations d'émigrés équatoriens. Les plus connues sont Rumiñahui³ et Ecuador Llacta Caru⁴. Elles sont à la fois présentes en Espagne et en Equateur où elles exercent une importante activité de conscientisation et de plaidoyer politique. Elles défendent les droits des émigrés auprès des autorités espagnoles. Ce sont notamment ces organisations qui, prenant appui sur la société civile espagnole, en travaillant à sa sensibilisation, ont contribué à ce que cette dernière s'investisse pour freiner certaines velléités d'expulsion manifestées récemment par les autorités.

Sans que leur indépendance ne s'en ressente, elles bénéficient de nombreux appuis et services de la part des ONG espagnoles ou équatoriennes associées aux coordinations évoquées plus haut.

Sont également considérées comme bénéficiaires de ces appuis les organisations populaires des différentes régions d'Equateur qui, bien que n'étant pas à proprement parler des organisations d'émigrants, ont intégré le phénomène dans leur stratégie et s'y consacrent concrètement.

LES ACTIVITÉS EN EQUATEUR



La sensibilisation et le plaidoyer sont également des activités absolument essentielles dans le pays d'origine. D'abord auprès des familles des personnes émigrées mais aussi de l'ensemble de la société équatorienne qui doit prendre conscience de l'envergure du phénomène et de ses implications. De plus, nous l'avons dit plus haut, la population doit

également être encouragée à davantage d'ouverture à l'égard des immigrants en provenance des pays voisins. Les activités de plaidoyer/sensibilisation les plus importantes du PMCD sont :

- La formulation de propositions de loi défendant les migrants. Une équipe technique constituée d'experts et de juristes élabore ces propositions sur base de la loi et des consultations réalisées auprès des intéressés (les migrants, leurs familles, leurs associations et les autres acteurs impliqués dans la problématique). Le travail s'effectue en lien étroit avec la Commission du travail et du social et celle des Droits humains du Congrès national. Dans cette Commission a été créée une sous-commission Migration.
- Le renforcement des capacités des superviseurs d'éducation du ministère de l'Éducation et de la Culture dans plusieurs provinces du pays, et des psychologues, responsables des sections d'orientation et du bien-être étudiant des écoles. Il s'agit notamment de les inciter à partager des points de vue, des contenus, des méthodologies et des instruments qui permettent de mieux aborder le fait migratoire avec les étudiants. Ces actions débouchent sur la constitution d'équipes de travail en éducation pour analyser comment, dans le milieu scolaire, contribuer à transformer la migration en un élément positif pour l'échange culturel et le développement des pays d'origine comme pour les pays d'accueil.
- La semaine du migrant au niveau national et les divers fora constitués au niveau local et national et dans lesquels participent des universités, des associations, des ONG et des institutions publiques ou privées, etc.

L'accompagnement et l'assistance juridique, psychologique et social à des familles d'émigrants et d'immigrants. Ce sont des actions à caractère éminemment social réalisées par la pastorale de Mobilité Sociale et de volontaires des domaines légaux et psychologiques.

Le renforcement des associations d'émigrants et d'immigrants. Il s'agit de renforcer les structures organisationnelles de la société civile pour qu'elle assume un rôle actif dans les domaines liés au phénomène migratoire. Dans chaque province, on cherche à établir des fora et des comités permanents qui analysent et réalisent des propositions. Des réseaux provinciaux ont été créés.

Le programme de communication radiophonique Equateur-Espagne. A travers les réseaux des radios populaires existants dans les deux pays (une cinquantaine de centres de diffusion), un pont d'information est entretenu par dessus l'océan entre les migrants et leur pays natal. Cela permet de mener une action de sensibilisation croisée et, notamment, de témoigner auprès de ceux qui restent des difficultés traversées par ceux qui sont partis. En Equateur, CORAPE couvre tout le territoire national. Grâce à ALLER, le programme acquiert désormais une dimension latino-américaine.

Depuis récemment, on cherche à inciter les autres médias à traiter du fait migratoire en évitant le sensationnalisme auquel ils sont habitués. Un portail Internet a en outre été créé (migrantesonline.com). En coordination avec la Faculté Latino-américaine de Sciences Sociales, un observatoire sur le traitement du fait migratoire par les médias a été mis en place.

La recherche sur le fait migratoire. La connaissance et la réflexion sur l'émigration est une source d'analyse qui permettra dans un second temps d'entreprendre des actions. En Equateur, la recherche est confiée à l'ILDIS. Il s'agit de

recherche appliquée, socialisée ensuite sous forme de manuels imprimés ou édités électroniquement ; douze circulent déjà et six sont en préparation.

Les projets productifs mis en œuvre dans des zones de forte émigration ou avec les familles de migrants. Ce sont des projets rentables et durables essentiellement initiés dans le domaine de l'élevage, celui de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat populaire. L'objectif est de créer et de renforcer les processus de développement local dans les zones que les populations quittent. Le GSFPEPP est responsable de ces actions : 432 initiatives de ce genre sont appuyées, surtout dans les provinces de Azuay, Cañar, Loja et la Pichincha.

Le traitement, la commercialisation de produits d'exportation à destination des migrants en Espagne et dans les autres pays européens. Une

des causes de la pauvreté dans ces pays du Sud est l'inéquité des relations commerciales au niveau local, national ou international. Appuyer les organisations populaires de manière à leur permettre d'offrir des produits de qualité sur les marchés, en utilisant particulièrement les canaux du commerce équitable/juste génère du développement en Equateur et permet de faire en sorte que les émigrés entretiennent par ces produits le lien avec leur terre natale.

Le renforcement de structures financières locales, synergies avec la coopérative «Développement des populations», récolte de fonds issus de l'émigration et répartition dans les communautés. La création et le renforcement de structures financières locales au niveau populaire est une façon de démocratiser les finances et de générer d'authentiques processus de développement. Les structures financières locales s'organisent en réseaux au niveau provincial pour prêter des services communs.

Une coopérative «Développement des populations» (CODESARROLLO) a été créée. Le GSFPEPP en est le principal promoteur. Elle est contrôlée par la Direction Générale des Banques et Assurances d'Equateur, dont la mission, en plus de réaliser l'intermédiation financière en épargne et en crédit, consiste à appuyer le renforcement des structures financières locales et de leurs réseaux.

Le GSFPEPP est en relation avec 450 structures financières locales dans le pays qui sont des propriétés des communautés. Beaucoup sont associées à la CODESARROLLO.

LES ACTIVITÉS EN ESPAGNE

La majeure partie des actions réalisées en Espagne sont les mêmes que celles mises en œuvre en Equateur :

- Le plaidoyer politique auprès des autorités espagnoles pour le respect des droits des émigrés et faciliter leur insertion dans la société espagnole.
- L'assistance psychologique et sociale.
- Le renforcement des associations de migrants.

C'est surtout Caritas Espagne qui prend en charge ces activités.



PHOTO : FEPP

La recherche sur l'émigration équatorienne en Espagne incombe au collectif IOE. Quant à l'appui pour l'expédition de fonds il se fait par le réseau national de Caritas et la Coordination Espagnole de Cajas de Ahorro (CECA).

L'émigration équatorienne en Espagne est encore récente. Aussi, est-il encore trop tôt pour tirer les conclusions de la stratégie mise en place. Cependant, on peut retenir que très tôt des ONG et des associations de migrants des deux pays ont ressenti la nécessité d'analyser ensemble le phénomène migratoire et de coordonner leurs initiatives. ■■

→ LE SHABELI WOMEN'S ENTERPRISE SUPPORT SYSTEM (SWESS), UN MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE EN SOMALIE

Dr. Hibo Yassin*

Partant d'un projet de réseau national somalien de femmes chefs d'entreprise, deux ONG partenaires, une italienne et une somalienne, ont eu l'idée de créer une association de Somaliennes émigrées en Italie. Les deux projets se sont trouvés des objectifs d'action communs qui dépassent de loin les ambitions initiales...



Après seize années de guerres claniques, la Somalie ne pourra reprendre son élan que si la paix s'installe durablement. Or, l'économie est encore trop à la merci des seigneurs de guerre, des hommes d'affaires corrompus versés dans le trafic d'armes, de drogues, de personnes ou le détournement des aides internationales. Pour couronner le tout, les tendances intégristes profitent de l'actuelle phase de transition pour s'affirmer davantage, en particulier par la négation systématique des droits des femmes.

Promouvoir les valeurs associatives, les droits des personnes et les principes d'une économie équitable qui dépassent les intérêts particuliers est certainement un moyen de contribuer au redressement du pays. Dans l'esprit de COSPE (Cooperazione per lo Sviluppo dei Paesi Emergenti) et de son homologue somalienne IIDA (Organisation pour le développement des femmes), y parvenir implique d'abord et nécessairement d'appuyer en priorité les efforts des femmes somaliennes. En effet, elles sont le moteur du développement économique et démocratique du pays. Leur travail est fondamental pour garantir la survie de leurs familles, pour maintenir l'unité de la communauté et promouvoir la solidarité et la collaboration en limitant les risques de conflits internes. Aujourd'hui, beaucoup d'entre elles travaillent dans le commerce ou la micro-entreprise. Elles gèrent plus de 80 % du commerce de détail. Tant en nombre qu'en valeur économique, la part des femmes dans le commerce grossiste est de 60-70%, ce qui équivaut à 50% de la valeur économique actuellement produite dans le pays.

COSPE

L'ONG COSPE intervient en Somalie depuis dix ans. Son engagement a toujours été de promouvoir la paix, particulièrement

en soutenant les femmes, la partie de la population la plus vulnérable mais également celle qui semble à même de jouer un rôle de premier plan dans le processus de réconciliation.

A travers le projet SWESS, initié en mars 2003 grâce au financement de l'Union européenne et du gouvernement italien, COSPE a soutenu des associations de femmes entrepreneuses. Il s'agissait notamment de promouvoir la création et l'intégration de ces associations dans des réseaux féminins nationaux et internationaux susceptibles d'ouvrir des opportunités de coopération économique par des co-entreprises ou des investissements favorables aux femmes. Le projet visait encore à étendre le secteur associatif féminin jusqu'au niveau national afin d'une part d'appuyer l'émancipation des femmes d'affaires et d'autre part de favoriser leur accès aux services de tous types (transports, assurances, infrastructures).

Il est également capital de promouvoir les relations avec des entreprises italiennes, européennes, de favoriser la communication. C'est la requête la plus pressante des femmes somaliennes pour lutter contre le fondamentalisme («Nous avons besoin d'alliances avec l'Occident» «Nous voulons faire savoir que dans un pays comme le nôtre, il y a des femmes qui luttent»).

IIDA

Le succès du projet est fortement lié à l'existence préalable d'un partenariat entre COSPE et IIDA. Cette relation remonte à 1998, lorsque l'organisation somalienne sensibilisa l'ONG italienne à l'importance d'investir dans les femmes, d'obtenir leur confiance et d'attirer leur collaboration.

IIDA a été créée en 1991 par un groupe de leaders intellectuels somaliens. C'était l'unique association féminine active dans le pays durant la guerre civile. Son implication dans la défense des droits des femmes lui a valu la reconnaissance des Nations Unies (via UNIFEM) en 1996.

LA DÉMARCHE ET SES RÉSULTATS



En moins de trois ans, le projet SWESS a obtenu des résultats extrêmement encourageants : cinq associations ont été créées à Mogadiscio, Bellet Weyn, Merka, Afgoye et Jowhar. Durant neuf mois, 1500 femmes se sont mobilisées dans la rédaction des statuts, les modelant de façon à ce qu'ils reflètent leurs visions, leurs objectifs et leurs conceptions des

* Coordinatrice de COSPE en Afrique de l'Ouest.

moyens nécessaires pour atteindre ceux-ci. Ce processus de consultation démocratique a culminé en octobre et en novembre 2003 par la tenue des congrès de fondation des associations locales. A ces occasions, les femmes ont adopté le scrutin secret comme moyen d'élection de leurs appareils dirigeants¹. Ces congrès ont également permis de recueillir l'adhésion de près de 500 membres. Chacune s'engage à verser plus de 1% de ses revenus au profit des associations, ce qui n'est pas rien dans un pays perçu par la communauté internationale comme réclamant toujours l'aumône.

Ces congrès furent également l'occasion d'élire un comité de préparation en vue d'un congrès interrégional (15-17 décembre 2003) consacré aux statuts de la SWEA (Somali Women Entrepreneurs Association), l'association des femmes entrepreneuses du Shabelle, en Somalie centrale, qui comprend quatre régions.

Toutes les associations créées sont inter-claniques, mais la représentation des divers clans n'est pas faite selon le mode de partage en vigueur dans le pays depuis quatorze ans (et en fonction duquel l'actuel gouvernement transitoire a été composé). Les candidats se présentent spontanément et sont élus par scrutin secret. En conséquence, il serait plus approprié de dire que l'association interrégionale est «a-clanique».

Pour le moment, le milieu associatif somalien est exclusivement masculin. Les seules associations existantes réunissent des agriculteurs ou des commerçants et des associations religieuses masculines également et presque toujours établies sur des bases claniques.

Aujourd'hui, les membres payants de la SWEA sont au nombre de 900, auxquelles s'ajoutent 3000 entrepreneuses associées.

LA SUITE

COSPE et IIDA estiment que s'il faut continuer à soutenir ces organisations, il est plus particulièrement nécessaire de consolider le travail des sièges décentralisés. C'est une occasion pour les entrepreneuses de trouver des appuis et des conseils pour mieux exercer leur travail. C'est le pari le plus difficile : en effet, l'impulsion qui a créé l'association était principalement politique, née du désir et du besoin d'affirmer les droits des femmes entrepreneuses, mais il faut du temps pour obtenir le changement culturel auquel aspire l'association. Cette impulsion risque de s'essouffler si l'association n'est pas en mesure d'offrir rapidement des bénéfices concrets, même minimes. Les services que les entrepreneuses réclament concernent surtout le domaine de la gestion et de la formation : conseils en management, en marketing, transport des marchandises, assistance et formation pour la gestion financière, cours d'alphabétisation...

Après deux ans d'existence, SWEA a entamé sa phase d'élargissement au niveau national. Lors du second congrès de novembre 2005, la direction a reçu mandat de la part des membres pour favoriser la naissance d'autres associations d'entrepreneuses (dans des zones comme Baidoa, Kismayo, Galkacyo, Galgadug, Gedo et Bosaso où il n'en existe pas encore), et de donner ainsi au SWEA une réelle dimension nationale. Par la suite, il est prévu d'ouvrir l'association aux hommes et de créer la SEA (Somali Entrepreneurs Association).

En collaboration avec NOVIB-Oxfam Netherlands, il est prévu de constituer des associations de femmes enseignantes, de travailleuses en milieu sanitaire et agricole.

¹ Il faut savoir que, dans son histoire, le peuple somalien n'a qu'une seule fois pu bénéficier d'élections démocratiques.

DE LA NÉCESSITÉ D'UNE ASSOCIATION DE SOMALIENNES EN ITALIE

L'expérience a également des répercussions positives en Italie. Il est vite apparu opportun de prolonger la dynamique somalienne en Italie en profitant de l'assise que COSPE avait dans ce pays. D'où l'idée de créer une association de femmes somaliennes formellement reconnue en Italie, pour pouvoir à terme l'amener à collaborer au projet en Somalie. Il n'en existait pas auparavant. Les deux ONG partenaires se sont associées pour en stimuler la fondation. Grâce à cette nouvelle association, on espérait initialement :

- favoriser une reconnaissance internationale des organisations somaliennes ;
- rapprocher les femmes somaliennes de la diaspora de leur pays d'origine ;
- amener les migrantes à partager leurs problèmes et à trouver ensemble des solutions (permis de séjour, difficultés du rassemblement familial, travail...) ;
- assurer une représentation des femmes somaliennes auprès des diverses institutions et services disponibles en Italie et en Europe ;
- obtenir le soutien des migrantes aux associations de femmes créées en Somalie, en particulier celles faisant partie du réseau SWEA ;
- créer un réseau entre les associations de femmes somaliennes et les organisations de femmes européennes ;
- créer un réseau commercial (équitable et solidaire) pour vendre les produits des femmes somaliennes en Italie.



PHOTO : COSPE/IIDA

Vingt femmes ont ainsi été impliquées dans le projet, résidentes de quatre régions d'Italie (Piémont, Emilie Romagne, Latium et Lombardie). Les femmes proviennent de secteurs professionnels différents : commerce, université, médiation culturelle et assistance à domicile (presque 80% sont proviennent des secteurs cités). Le nombre réduit de participantes se justifie par le fait que seules ces personnes se sont portées volontaires et sont motivées pour créer une association indifférente aux clans. Il leur appartient désormais d'essayer de rallier les autres.

RENCONTRES ENTRE SOMALIENNES DE DEUX PAYS

Deux rencontres ont été organisées dans le Piémont et l'Emilie Romagne. Leur but était d'abord d'informer les migrantes sur le projet SWESS et ses activités. Il s'agissait aussi d'encourager la bonne entente entre les Somaliennes des deux pays. En effet, les années de guerre ont entretenu beaucoup de

suspicion et de rancœurs, et ce pas seulement au sein de la population somalienne mais également entre Somaliens de la diaspora et entre la diaspora et ceux qui sont restés.

Il semble qu'aujourd'hui les femmes somaliennes vivant dans leur pays (ou en Somalie) commencent à dépasser les préjugés claniques, alors que ce n'est pas le cas de leurs concitoyennes émigrées. L'association italienne entend réunir des femmes des divers clans avec des idées et des visions différentes.

A ce jour, les femmes de la diaspora et de la SWEA n'ont pas eu d'autres occasions de se rencontrer. Aussi rien de concret n'a encore pu naître de leurs échanges, mais elles sont au moins tombées d'accord sur des objectifs communs et partagés :

- se faire l'écho de la situation somalienne en Italie ;
- lutter pour la reconnaissance des droits des citoyens somaliens en Italie ;
- définir et réaliser des activités de coopération décentralisée dans le pays d'origine ;
- promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et l'égalité des chances tant en Italie qu'en Somalie.

PERSPECTIVES

La création d'organisations démocratiques de professionnels somaliens est un moyen de promouvoir et d'introduire un mécanisme d'autorégulation pour l'exercice légal d'activités professionnelles et économiques acceptées internationalement et l'offre de services de qualité. Cela implique aussi la mise en valeur économique et professionnelle des personnes issues de l'immigration.

Mais il faut aller plus loin. Non seulement, les femmes des deux pays doivent trouver le moyen de concrétiser leurs échanges, mais il faut dépasser la question du rôle économique des femmes somaliennes et celle de leurs droits pour se consacrer à la lutte pour leur reconnaissance politique.

Pour ce faire, COSPE et IIDA ont également mis sur pied la SWOPA (Somali Women Platform for Action).

La période de transition traversée par la Somalie est le moment idéal pour donner aux femmes de ce pays les moyens de s'inscrire dans le processus de reconstruction. C'est grâce à la force et à la détermination des femmes que la Somalie pourra s'affirmer comme une démocratie. ■■

chronique de livres

[RECHERCHE SUR LE THÈME DU TRIMESTRE]

Tous les documents avec une mention COTA (cote de rangement ou disponibilité) sont consultables au centre de documentation du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h (sauf le vendredi matin).

L'IMPLICATION DU PS-EAU DANS LA THÉMATIQUE MIGRATIONS ET INITIATIVES ÉCONOMIQUES

LETTRE DU PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU (LA), 2001, N°38, P.7-9

LES MIGRANTS, DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT : PROGRAMME D'APPUI AUX INITIATIVES DES MIGRANTS

ORTOLI, PHILIPPE
FAIM DÉVELOPPEMENT MAGAZINE, 2001, N°170-171, P. 26-27

MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT ANTIPODES, 1998, N°140, P. 8-46

MIGRANTS ET DÉVELOPPEMENT, AFFAIRE COMPATIBLE ?

BRAIVE, FABIENNE
DÉFIS SUD, 2002, N°51, P.17

LES IMMIGRANTS SUR L'ÉCHIQUIER DU DÉVELOPPEMENT

RIHOUX A.-F.
DEMAIN LE MONDE, 1999, N°32, P. 33-37

L'OCDE, LES MIGRANTS ET LE DÉVELOPPEMENT

RIHOUX A.-F.
DEMAIN LE MONDE, N°24-25, 1998

MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT : PLUS DE DÉVELOPPEMENT + MOINS DE MIGRATIONS ? PLUS DE MIGRATIONS = PLUS DE DÉVELOPPEMENT ? (DOSIER)

ANTIPODES, 1998, N°140

IMMIGRATION ET COOPÉRATION. LES LIAISONS DANGEREUSES. DU NOUVEAU DANS L'AIDE AU RETOUR

COURRIER DE LA PLANÈTE, 1998, N°45

LES MIGRANTS, AGENTS DE DÉVELOPPEMENT

POLLET, JEAN-FRANÇOIS
DEMAIN LE MONDE, 1997, N°12-13

CRISE ÉCONOMIQUE ET RETOUR DES MIGRANTS : NOUVEAU PAYSAGE DU DÉVELOPPEMENT RURAL

FONGANG, GUILLAUME
GRAIN DE SEL, 2004, N°26, P.4-5

CULTURES ET MONDIALISATION : RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES

CETRI, L'HARMATTAN, PARIS, 2000, 262 P.
NOTE : IN : ALTERNATIVES SUD, VOL. VII, N°3
COTE : COTA : 110-CET-C

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET MIGRATIONS

DDC, BERNE, 2001, 185 P.
COTE : COTA : 110-DDC-C

LES MIGRANTS : PARTENAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT

LIBERCIER, MARIE-HÉLÈNE ; SCHNEIDER, HARTMUT
OCDE, PARIS, 1996, 81 P.
COTE : COTA : 111-LIB-M

LES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES DE MIGRANTS DANS LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAL : UN NÉCESSAIRE REPOSITIONNEMENT ? ELUS, ASSOCIATIONS LOCALES, ASSOCIATIONS DE MIGRANTS EN RÉGION DE KAYES (MALI)

FORCE, ERIC
GROUPE INITIATIVES, NOGENT-SUR-MARNE, 2001, 26 P.
COTE : COTA : 111.32-FOR-A

FEMMES EN MOUVEMENT : GENRE, MIGRATIONS ET NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

REYSOO (DIR.), FENNEKE ; VERSCHUUR, CHRISTINE
IUED, DDC, GENÈVE, SUISSE, 2004, 288 P.
COLL. : COLLOQUES GENRE DE L'IUED
COTE : COTA : 118-REY-F

MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DROITS FONCIERS LOCAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST

COTULA, LORENZO ; TOULMIN, CAMILLA
IIED, LONDRES, UK, 2004, 92 P.
COLL. : DOSSIER IIED, N°132
COTE : COTA : 402-COT-M

LES AFRICAINES EN IMMIGRATION ET LA CRÉATION D'ENTREPRISE

KULA-KIM, CÉLINE
L'HARMATTAN, PARIS, 2003, 128 P.
COLL. : FAM - FEMME AFRICAINE
COTE : COTA: 601-KUL-A

MIGRANTS EN EUROPE, ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT AU SUD

SACRÉ C.
DEMAIN LE MONDE, 2001, N°51, P. 14-15

MIGRATIONS

KASASA, A. ; NGLS ; KHAN, F. ; GNAMMANKOU, D. ; CHAUZY, J.-P. ; MICHAUX, VALÉRIE ; ANDRÉ, L. ; MEYER, JEAN-BAPTISTE ; HISCOCK, S. ; SADIO, D.
COURRIER ACP UE (LE), 2001, N°187, P. 28-56

MIGRANTS : ACTEURS ET PUBLIC DES FORMATIONS

DE LA FUENTE, ANTONIO
ANTIPODES, 2004, N°167, P. 1-41

DIASPORA

D+C DEVELOPMENT AND COOPERATION, 2004, VOL. 31, N°10, P. 362-379

OIT 2004 : DISCUSSION GÉNÉRALE AUTOUR DU THÈME DE LA MIGRATION

DEBROUX, MATHIEU
ICI ET LÀ BAS, 2004, N°51, P. 11-18

MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

TECHNIQUES FINANCIÈRES ET DÉVELOPPEMENT, 2004, N°76, P. 3-51

SITES INTERNET

PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU
L'ASSOCIATION PS-EAU FACILITE LES INITIATIVES LOCALES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES ÉCHANGES NORD/SUD, ET ENCOURAGE LA COHÉRENCE DES ACTIONS. POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS, ELLE DÉVELOPPE DES ACTIVITÉS D'ÉCHANGE ET DE CONCERTATION, DE CAPITALISATION, DE DIFFUSION D'INFORMATION (SITE WEB, CAHIERS TECHNIQUES, BULLETIN TRIMESTRIEL, ETC.), D'APPUI AUX PORTEURS DE PROJET ET D'ANIMATION DE GROUPES DE TRAVAIL.
<http://www.pseau.org/>

GRDR
GRÂCE À LEUR DOUBLE APPARTENANCE, LES MIGRANTS SONT PORTEURS DE PROJET DE DÉVELOPPEMENT MENÉ DANS LEURS RÉGIONS D'ORIGINE AUPRÈS DES PARTENAIRES FRANÇAIS (COLLECTIVITÉS LOCALES, COMITÉS D'ENTREPRISE, ETC.). EN ENCOURAGEANT LES COLLECTIVITÉS LOCALES D'ICI ET DE LÀ-BAS À AMÉLIORER LEURS CONNAISSANCES RÉCIPROQUES, LE GRDR VALORISE LES MIGRANTS DANS LEUR IMPLICATION CITOYENNE LÀ-BAS ET ICI ET ENCOURAGE ÉCHANGES ET COOPÉRATIONS.
<http://www.grdr.org/actionslciLabas.php>

FORUM
LE FORUM TÉMOIGNE DE LA VOLONTÉ DE SES MEMBRES DE S'ASSOCIER À TOUTES LES COMPOSANTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE AFIN DE CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DE LEURS RÉGIONS D'ORIGINE, DE FAVORISER L'INTÉGRATION DES POPULATIONS ISSUES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES, DE RENFORCER LES ÉCHANGES ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS D'ORIGINE.
<http://www.forim.net/index.html>

INSTITUT PANOS
LE PROGRAMME MIME (MIGRATIONS INTERNATIONALES & MEDIA) SE CONÇOIT COMME UN CENTRE DE RESSOURCES POUR LES ACTEURS IMPLIQUÉS OU INTÉRESSÉS PAR LA PARTICIPATION DES PERSONNES ISSUES DE

chronique de livres

L'IMMIGRATION AU DÉVELOPPEMENT DE LEURS SOCIÉTÉS D'ACCUEIL ET D'ORIGINE. LE PROJET MEDIAM'RAD QUANT À LUI, A POUR BUT D'ACCROÎTRE LE PLURALISME DES OPINIONS ET RENFORCER LA DIVERSITÉ DES POINTS DE VUE POUR AMÉLIORER LA COMPRÉHENSION PAR LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES DES ENJEUX ACTUELS DES RELATIONS INTERNATIONALES ET INTERCULTURELLES, EN FAVORISANT UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES MEDIA DE LA DIVERSITÉ ET ISSUS DES MIGRATIONS ET LES MEDIA GRAND PUBLIC.
<http://www.panosparis.org/fr/migrations.php>

MIGRATION POLICY GROUP

LE MPG EST ATTACHÉ AUX POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT SUR LA MIGRATION ET L'ANTI-DISCRIMINATION, AVEC POUR BUT DE GÉNÉRER DES RÉPONSES INNOVANTES ET EFFECTIVES AUX CHALLENGES DE LA MIGRATION ET DE LA DIVERSITÉ.
<http://www.migpolgroup.com/>

CIRÉ

LE CIRÉ EST UNE STRUCTURE DE COORDINATION PLURALISTE DESTINÉE À RÉFLÉCHIR ET AGIR DE FAÇON CONCERTÉE SUR DES QUESTIONS LIÉES À LA PROBLÉMATIQUE DES DEMANDEURS D'ASILE, DES RÉFUGIÉS ET DES ÉTRANGERS AVEC OU SANS TITRE DE SÉJOUR.
<http://www.cire.irisnet.be/>

[NOUVELLES ACQUISITIONS]

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande bibliothèque@cota.be). Les ouvrages repris ci-dessous sont disponibles en consultation au centre de documentation.

Si vous désirez acquérir un de ceux-ci, veuillez contacter le diffuseur indiqué.

LE SENS DE L'AUTRE : STRATÉGIES, RÉSEAUX ET CULTURES EN SITUATION INTERCULTURELLE

DESJEUX, DOMINIQUE
HARMATTAN, PARIS, 2005, 169 P.
COLL. : LOGIQUES SOCIALES

COTE : COTA : 110-DES-S

EN CHOISSANT UNE APPROCHE SITUATIONNELLE, QUI MET ENTRE PARENTHÈSES LE SENS A PRIORI QUE L'OBSERVATEUR EXTÉRIEUR PEUT

DONNER DE CE QUI EST POSITIF OU NÉGATIF, L'AUTEUR MONTRE QUE LA QUESTION DE L'EFFICACITÉ, DE L'UTILITÉ OU DU RATIONNEL DÉPEND DU SENS QUE "L'AUTRE" LEUR DONNE. MAIS L'AUTEUR MONTRE AUSSI QU'IL NE SUFFIT PAS POUR ÊTRE EFFICACE DE "COMPRENDRE" LE SENS DE L'AUTRE DANS UNE PERSPECTIVE INTELLECTUELLE, IL EST AUSSI NÉCESSAIRE D'INTÉGRER UNE APPROCHE STRATÉGIQUE EN TERMES D'ENJEUX ET DE RAPPORTS DE POUVOIR. CE LIVRE S'ADRESSE À TOUS CEUX QUI SONT ENGAGÉS DANS UNE DÉMARCHE INTERCULTURELLE, QUE CE SOIT DANS LE TIERS-MONDE, LE MANAGEMENT INTERCULTUREL OU LE MARKETING INTERNATIONAL.

**DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE**

SITE : www.editions-harmattan.fr

CHANGEMENT POLITIQUE ET SOCIAL : ÉLÉMENTS POUR LA PENSÉE ET L'ACTION

ENDA GRAF SAHEL ; DE LEENER, PHILIPPE

ENDA INTERMONDES, ENDA GRAF SAHEL, DAKAR, SÉNÉGAL, 2005, 287 P.

COTE : COTA : 110-END-C

EST-IL POSSIBLE DE RÉDUIRE LA QUESTION DU CHANGEMENT POLITIQUE ET SOCIAL EN AFRIQUE À L'ACTION SUR QUELQUES MÉCANISMES TRANSVERSAUX? ET AINSI DÉCLENCHER DES EFFETS D'AMPLEUR, PROVOQUER DES RUPTURES QUI TRANSFORMENT RÉELLEMENT LES CONDITIONS DE VIE DU PLUS GRAND NOMBRE? C'EST LA PISTE QUE DÉFEND LE RÉSEAU ENDA GRAF SAHEL SE FONDANT SUR UNE THÉORIE DU CHANGEMENT QUI FAIT LA PART BELLE AU PRINCIPE D'INTERACTIVITÉ GÉNÉRALISÉE. DANS LA FOULÉE D'UNE ANALYSE DES CONTEXTES MENÉE À DIFFÉRENTES ÉCHELLES, DES MÉCANISMES FONDAMENTAUX SONT MIS EN LUMIÈRE, CONDUISANT À L'IDENTIFICATION DE GRANDS AXES OÙ PORTER DES CHANGEMENTS. L'ULTIME AMBITION DE CET OUVRAGE EST DE SUGGÉRER DES PISTES CONCRÈTES POUR PENSER ET METTRE EN MOUVEMENT DES INNOVATIONS AFRICAINES POLITIQUES ET SOCIALES.

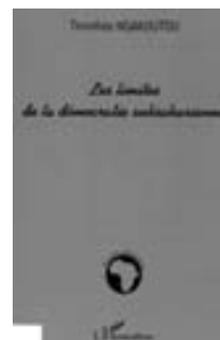
DIFFUSION : COTA – 7 RUE DE LA RÉVOLUTION – 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

LES LIMITES DE LA DÉMOCRATIE SUBSAHARIENNE

NGAKOUTOU, TIMOTHÉE
HARMATTAN, PARIS, 2005, 219 P.
COLL. : ETUDES AFRICAINES

COTE : COTA : 110-NGA-L

CE LIVRE EST ÉCRIT COMME UN DEVOIR PAR UN CITOYEN AFRICAIN QUI TENTE D'IDENTIFIER LES QUESTIONS URGENTES DU PROCESSUS DE DÉMO-



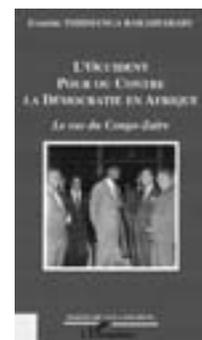
CRATISATION SUBSAHARIENNE. CE PROCESSUS FAIT FACE À DE NOMBREUX ENJEUX RENDUS VISIBLES ET INTENSES PAR LA MONDIALISATION. AVEC DES RÉFÉRENCES HISTORIQUES, LES QUESTIONS RELATIVES AU MULTIPARTISME DE LA PÉRIODE COLONIALE ET À LA GLACIATION POLITIQUE POST-INDÉPENDANCE SONT EXAMINÉES AINSI QUE LA BOURRASQUE DE TRANSITION DE LA FIN DES ANNÉES 1980.

**DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE**

SITE : www.editions-harmattan.fr

L'OCCIDENT POUR OU CONTRE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE :

LE CAS DU CONGO-ZAÏRE
TSHIMANGA BAKADIABABU, EVARISTE HARMATTAN, PARIS, 2005, 183 P.
COLL. : POINTS DE VUE CONCRETS



COTE : COTA : 110-TSH-O

LA PROBLÉMATIQUE OPPOSANT L'AFRIQUE ET L'OCCIDENT CONCERNE AU FOND L'EXERCICE DU POUVOIR ET LA PRATIQUE DE LA DÉMOCRATIE. LES AFRICAINS SONT AUJOURD'HUI ACCUSÉS DU RETARD ACCUMULÉ DANS L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE. ILS LUI PRÉFÉRERAIENT, SEMBLE-T-IL, L'AUTOCRATIE! RENDRE LES SEULS AFRICAINS RESPONSABLES DU BLOCAGE DE LA DÉMOCRATIE CHEZ EUX, C'EST ÉVIDEMMENT CONSIDÉRER UNILATÉRALEMENT LES CAUSES DE CETTE SITUATION, SANS TENIR COMPTE DE LA PRESSION ET DE L'INGÉRENCE DÉTERMINANTES DES GRANDES PUISSANCES DANS LE CONTINENT NOIR. LE CAS DU CONGO-ZAÏRE ILLUSTRÉ PARFAITEMENT LES SOUBRESAUTS DU

chronique de livres

CONTINENT NOIR AUX PRISES AVEC L'OCCIDENT.

DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE
SITE : www.editions-harmattan.fr

LE NOUVEAU STATUT DES VOLONTAIRES

DUMONT, DANIEL ; CLAES, PAULINE
CRISP, BRUXELLES, 2005, 39 P.
COLL. : COURRIER HEBDOMADAIRE,
N°1894

COTE : COTA : 111-DUM-N

LES AUTEURS EXPOSENT L'ÉTAT DU DROIT AVANT LA LOI ACCORDANT UN STATUT JURIDIQUE AUX BÉNÉVOLES, RETRACENT LES PRINCIPALES ÉTAPES DU PROCESSUS PARLEMENTAIRE QUI A MENÉ À SON ADOPTION ET ANALYSENT EN PROFONDEUR CHACUN DE SES ARTICLES EN RAPPELANT LES ALTERNATIVES ENVISAGÉES LORS DES DÉBATS. LOIN D'ÊTRE UNE RÉGLEMENTATION MARGINALE, LA NOUVELLE LOI CONCERNE AU PREMIER CHEF LES ARTISANS DE LA COHÉSION SOCIALE QUE SONT, PARMIS TANT D'AUTRES, LES CHEFS SCOUTS, LES VOLONTAIRES DE LA CROIX-ROUGE, LES ENTRAÎNEURS SPORTIFS AMATEURS, LES ANIMATEURS DE QUARTIER, ETC. ELLE MODIFIE SENSIBLEMENT LA MANIÈRE DONT NOTRE SYSTÈME JURIDIQUE APPRÉHEND LE TRAVAIL À TITRE GRATUIT.

DIFFUSION : CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-POLITIQUES (CRISP) – 1A PLACE QUETELET – 1210 BRUXELLES – BELGIQUE

LES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF

BLAISE, PIERRE
CRISP, BRUXELLES, 2004, 78 P.
COLL. : DOSSIER DU CRISP, N°62

COTE : COTA : 111.31-BLA-A

ON COMPTE PLUS DE 100 000 ASSOCIATIONS EN BELGIQUE : LE TISSU ASSOCIATIF DU PAYS EST UN DES PLUS DENSES AU MONDE ET LES SECTEURS D'ACTIVITÉ SONT EXTRÊMEMENT DIVERSIFIÉS. L'ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF OU ASBL EST UNE DES FORMES JURIDIQUES DONT PEUVENT SE Doter LES ASSOCIATIONS. TOUTEFOIS, UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLÈMES LIÉS À L'APPLICATION DE LA LOI QUI RÉGLE LEUR FONCTIONNEMENT ONT CONDUIT À UNE IMPORTANTE RÉFORME QUI A VU LE JOUR EN 2002. CE DOSSIER VISE À APPROCHER LA RÉALITÉ DES ASBL SOUS DIVERS ANGLES. IL RETRACE LES GRANDES ÉTAPES HISTORIQUES DE L'ÉVOLUTION DE LA VIE ASSOCIATIVE ET DE LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION GARANTIE PAR LA CONSTITUTION; IL TENDE D'APPORTER L'ÉCLAIRAGE DE LA SOCIOLOGIE SUR UNE RÉALITÉ SOCIALE FORT IMPORTANTE AUJOURD'HUI EN BELGIQUE; IL RÉSERVE UN ESPACE À L'ANALYSE DU RÔLE ÉCONOMIQUE DES ASBL; IL EXA-

MINE SOUS L'ANGLE SOCIO-POLITIQUE L'ÉVOLUTION DE LEURS RELATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS; IL DÉCRIT LES AMÉNAGEMENTS JURIDIQUES APPORTÉS À LA LOI SUR LES ASBL ET EN EXPLIQUE LES ENJEUX ET LA PORTÉE.

**DIFFUSION : CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-POLITIQUES (CRISP) – 1A PLACE QUETELET
1210 BRUXELLES – BELGIQUE**

LE LAOS DOUX ET AMER : VINGT-CINQ ANS DE PRATIQUES D'UNE ONG

GENTIL, DOMINIQUE ; BOUMARD, PHILIPPE
KARTHALA, COMITÉ DE COOPÉRATION AVEC LE LAOS, PARIS, 2005, 342



COTE : COTA : 111.32-GEN-L

A TRAVERS L'HISTOIRE ET LES PRATIQUES DE CETTE ONG, SES MEMBRES PORTENT UN REGARD À LA FOIS LUCIDE ET AMICAL SUR LES RÉALITÉS SOCIALES DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT, SES DIFFICULTÉS ET SES TRANSFORMATIONS. TROIS DOMAINES SONT PLUS PARTICULIÈREMENT CONCERNÉS ICI : LE DÉVELOPPEMENT RURAL, LA SANTÉ ET LA FORMATION SUPÉRIEURE. LES ANALYSES REMETTENT EN CAUSE QUELQUES IDÉES REÇUES SUR LE LAOS ET LE DÉVELOPPEMENT EN GÉNÉRAL, ENGAGENT DES DÉBATS ET PROPOSENT DES APPROCHES ALTERNATIVES. LES AUTEURS S'INTERROGENT ÉGALEMENT SUR LES PRATIQUES ACTUELLES DE L'AIDE INTERNATIONALE. ILS SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ D'AUTRES FORMES DE COOPÉRATION, FONDÉES SUR L'ENGAGEMENT DANS LA DURÉE, LA RECHERCHE D'UN PARTENARIAT ÉQUILIBRÉ ET LA PRISE EN COMPTE DES RÉALITÉS DE TERRAIN POUR L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES NATIONALES
DIFFUSION : KARTHALA – 22-24 BD ARAGO – 75013 PARIS - FRANCE

AFRICA IN THE WORLD ECONOMY : THE NATIONAL, REGIONAL AND INTERNATIONAL CHALLENGES

TEUNISSEN, JAN JOOST ; AKKERMAN, AGE
FONDAD, THE HAGUE, NETHERLANDS, 2005, 223 P.

COTE : COTA : 114-TEU-A

CE LIVRE EXAMINE LES CONTRAINTES

ÉCONOMIQUES À LA CROISSANCE ET AU DÉVELOPPEMENT AUXQUELLES SONT CONFRONTÉS LES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE. CES CONTRAINTES INCLUENT LE SOUS-DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS FINANCIERS DOMESTIQUES, LE MANQUE D'INFRASTRUCTURES NATIONALES ET RÉGIONALES ET LA DÉPENDANCE CONCERNANT LES MARCHÉS, L'EXPORTATION ET LES PRIX QUI RESTENT EN GRANDE PARTIE DÉTERMINÉS PAR LES GRANDES COMPAGNIES DES PAYS OCCIDENTAUX. DANS UN MÊME TEMPS, LE LIVRE TRAITE DE LA RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À LEVER CES OBSTACLES ET À CRÉER LES CONDITIONS INTERNATIONALES NÉCESSAIRES POUR PERMETTRE À L'AFRIQUE DE SURMONTER SES PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT ET DE PAUVRETÉ. L'ANALYSE ET LES SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES AUTEURS SERONT TRÈS UTILES À TOUS CEUX QUI VEULENT CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE.

**DIFFUSION : FONDAD – NOORDEINDE 107A – 2514 GE THE HAGUE
PAYS-BAS – SITE : www.fondad.org**

L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TRÉPANT, INÈS
CRISP, BRUXELLES, 2005, 102 P.
COLL. : DOSSIER DU CRISP, N°63

COTE : COTA : 115-TRE-O

LES CONTROVERSES QUI ENTOURENT L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE SONT EXPOSÉES ICI DANS DES TERMES CLAIRS, ET ILLUSTRÉES DE NOMBREUX EXEMPLES CONCRETS. L'ANALYSE MONTRE EN QUOI LES PRINCIPES DU LIBRE-ÉCHANGE, QUI FONDENT L'OMC, ENTRENT EN CONFLIT AVEC D'AUTRES ENJEUX, SOCIAUX, ENVIRONNEMENTAUX, DE SANTÉ PUBLIQUE, DE DÉVELOPPEMENT, ETC. L'ANALYSE DU FONCTIONNEMENT ET DES NORMES JURIDIQUES DE L'OMC PROPOSÉE DANS CE DOSSIER TIEN COMPTE DE CETTE DOUBLE DIMENSION, EN METTANT L'ACCENT SUR L'IMPACT DES DÉCISIONS PRISES COMME SUR LES STRATÉGIES DE NÉGOCIATION ADOPTÉES PAR LES DIFFÉRENTS GROUPES DE PAYS.

**DIFFUSION : CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-POLITIQUES (CRISP) – 1A PLACE QUETELET
1210 BRUXELLES – BELGIQUE**

DES HISTOIRES DES SAVOIRS ET DES HOMMES : L'EXPÉRIENCE EST UN CAPITAL. RÉFLEXION SUR LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE

DE ZUTTER, PIERRE
FONDATION POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME, PARIS, 2004, 137 P.
COLL. : DOSSIERS POUR UN DÉBAT,
N°35

chronique de livres



COTE : 116-DEZ-H

CE LIVRE EST UN TÉMOIGNAGE ET UNE RÉFLEXION SUR LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE. PIERRE DE ZUTTER A AIDÉ PENDANT VINGT ANS DES QUANTITÉS DE GROUPES PAYSANS, D'ASSOCIATIONS URBAINES, DE FORMATEURS, À TIRER LES LEÇONS DE LEUR ACTION ET À ÉCHANGER LES SAVOIRS. IL APPLIQUE ICI MAINTENANT SA PROPRE MÉTHODE ET TIRE SES PROPRES LEÇONS DE "CAPITALISATEUR". A LIRE SI ON VEUT SE LANCER DANS LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE ET QU'ON NE SAIT PAS PAR QUEL BOUT COMMENCER.

DIFFUSION : EDITIONS DIFFUSION C.L. MAYER – 38 RUE SAINT SABIN – 75011 PARIS – FRANCE – SITE : www.eclm.fr

LE CAPITAL MÉMOIRE : IDENTIFIER, ANALYSER, VALORISER L'EXPÉRIENCE DANS LES INSTITUTIONS

ROBERT, SYLVIE
FONDATION POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME, PARIS, 2005, 207 P.

COLL. : REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES POUR LA CAPITALISATION

COTE : COTA : 116-ROB-C

L'AUTEUR PROPOSE UNE MÉTHODOLOGIE DE LA CAPITALISATION AINSI QUE DES OUTILS PERMETTANT LA MISE EN PRATIQUE D'EXPÉRIENCE. CE LIVRE S'APPUIE SUR L'EXPÉRIENCE DE L'AUTEUR DANS LE MILIEU DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, SANS NÉGLIGER POUR AUTANT LE MONDE DE L'ENTREPRISE. L'AUTEUR DÉVELOPPE LE PROCESSUS DE CAPITALISATION DANS SES PHASES ESSENTIELLES (L'IDENTIFICATION, L'ANALYSE ET LA VALORISATION), L'APPLIQUE À DIFFÉRENTS CHAMPS ET LA NOURRIT DE CONTRIBUTIONS D'ORGANISMES INVESTIS DE DIFFÉRENTES MANIÈRES DANS CETTE DÉMARCHE. LES DIFFÉRENTES RESSOURCES MISES À LA DISPOSITION DU LECTEUR FONT DE CET OUVRAGE UN UTILE VADE-MECUM DE LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE : POUR PASSER DU VOEU PIEUX À LA MISE EN OEUVRE CONCRÈTE.

DIFFUSION : EDITIONS DIFFUSION C.L. MAYER – 38 RUE SAINT SABIN – 75011 PARIS – FRANCE – SITE : www.eclm.fr

ANALYSER ET VALORISER UN CAPITAL D'EXPÉRIENCE : REPÈRES POUR UNE

MÉTHODE DE CAPITALISATION

OLLITRAULT-BERNARD, ANNIK ; ROBERT, SYLVIE ; DE ZUTTER, PIERRE
FONDATION POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME, PARIS, 2001, 206 P.

COLL. : DOCUMENTS DE TRAVAIL, N°125

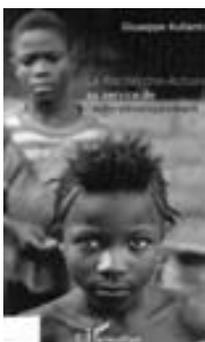
COTE : COTA : 116-OLL-A

CE DOSSIER S'ARTICULE AUTOUR D'UN DÉROULEMENT DE TERMES DE RÉFÉRENCE. CE CADRE MÉTHODOLOGIQUE TRÈS STRICT PERMET À LA FONDATION POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME DE DESSINER LES CONTOURS D'UN CONCEPT ENCORE MAL DÉFINI ET PEU DIFFUSÉ. LE DOSSIER COMPREND : 8 CHAPITRES SIMULANT LE DÉROULEMENT DE TERMES DE RÉFÉRENCE POUR UNE CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE, 60 FICHES D'EXPÉRIENCES ISSUES D'INTERVIEWS, DES PROPOSITIONS POUR LA CAPITALISATION D'EXPÉRIENCE.

DIFFUSION : EDITIONS DIFFUSION C.L. MAYER – 38 RUE SAINT SABIN – 75011 PARIS – FRANCE – SITE : www.eclm.fr

LA RECHERCHE-ACTION AU SERVICE DE L'AUTO-DÉVELOPPEMENT

RULLANTI, GIUSEPPE
HARMATTAN, PARIS, 2005, 145 P.



COTE : COTA : 116-RUL-R

IL S'AGIT ICI D'OFFRIER DES PISTES DE RÉFLEXION À TOUTES LES PERSONNES INTÉRESSÉES PAR LES DOMAINES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DU DÉVELOPPEMENT. C'EST À PARTIR D'UNE EXPÉRIENCE VÉCUE PAR L'AUTEUR EN GUINÉE, DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS SIERRALÉONAI ET LIBÉRIENS, QUE LES ALTERNATIVES DE LA RECHERCHE-ACTION ET DE L'AUTO-DÉVELOPPEMENT ONT ÉTÉ PROPOSÉES POUR TENTER DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES : COMMENT ÉTABLIR UNE RELATION DE CONFIANCE ET D'ÉQUITÉ AVEC DES POPULATIONS DÉPENDANTES DE L'AIDE INTERNATIONALE? QUELLE ÉTHIQUE PROFESSIONNELLE EMBRASSER POUR FAIRE DU DÉVELOPPEMENT UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET INTÈGRÉ? QUELLES STRATÉGIES APPLIQUER POUR OPÉRER UN TRANSFERT DU POUVOIR À CES POPULATIONS POUR QU'ELLES AMÉLIORENT LEURS CONDITIONS DE VIE SELON LEURS SAVOIR-FAIRE?

DIFFUSION : L'HARMATTAN :

**5-7 RUE DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE**

SITE : www.editions-harmattan.fr

OUTILS MOTEURS : MANUEL D'UTILISATION D'OUTILS ET DE RESSOURCES POUR INFLUENCER LES POLITIQUES DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

VERMEULEN, SONJA
IIED, LONDRES, UK, 2005, 1 LIVRE + 26 FICHES

COTE : COTA : 121-VER-O

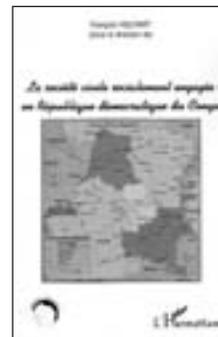
LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES EST UNE AFFAIRE DE TOUS LES JOURS POUR BON NOMBRE DE GENS, MAIS LA MAJORITÉ D'ENTRE EUX N'ONT PAS L'OCCASION DE CONTRIBUER AUX POLITIQUES ET AUX INSTITUTIONS QUI RÉGISSENT LEUR USAGE. L'INITIATIVE DES OUTILS MOTEURS VISE À COMBLER CETTE LACUNE. COORDONNÉE PAR L'IIED EN PARTENARIAT AVEC DES ONG ET DES CHERCHEURS EN POLITIQUES D'AFRIQUE, D'AMÉRIQUE LATINE ET D'ASIE, L'INITIATIVE ÉLABORE ET PARTAGE DES OUTILS, DES TACTIQUES ET DES APPROCHES PERMETTANT D'INFLUER SUR LES POLITIQUES EN FAVEUR DU CHANGEMENT. LE COFFRET-RESSOURCE CONTIENT LE LIVRET OUTILS MOTEURS : GUIDE DES OUTILS ET RESSOURCES POUR INFLUENCER LES POLITIQUES DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET 26 FICHES RÉCAPITULATIVES.

DIFFUSION : EARTHPRINT LTD – P.O.

**BOX 119 STEVENAGE –
HERTFORDSHIRE SG1 4TP – ENGLAND
SITE : www.earthprint.com**

LA SOCIÉTÉ CIVILE SOCIALEMENT ENGAGÉE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

HOUTART, FRANÇOIS
HARMATTAN, PARIS, 2005, 122 P.
COLL. : ETUDES AFRICAINES



COTE : COTA : 130-HOU-S

LE CONGO A VÉCU UNE HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE MOUVEMENTÉE. OBJET DE CONVOITISE EXTÉRIEURE POUR SES IMMENSES RICHESSES ET DES RIVALITÉS DE LEADERSHIP NATIONAL ET RÉGIONAL, LES POPULATIONS ONT CONSIDÉRABLEMENT SOUFFERT. DES INITIATIVES LOCALES MULTIPLES,

chronique de livres

PARFOIS APPUYÉES PAR UNE SOLIDARITÉ EXTÉRIEURE, ONT CONSTITUÉ CE QUE L'ON A APPELÉ "LA SOCIÉTÉ CIVILE". SOURCE D'ESPOIR, CETTE DERNIÈRE EST AUSSI AMBIVALENTE, CAR LE CONCEPT LUI-MÊME EST AMBIGU. IL FALLAIT DONC LA DÉFINIR THÉORIQUEMENT ET PARCOURIR L'HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE DU PAYS, AVANT DE PRÉCISER QUELLES ÉTAIENT SES FONCTIONS ET SON AVENIR. LE MOT "SOCIÉTÉ CIVILE SOCIALEMENT ENGAGÉE" PERMET DE PRÉCISER QUE CE SONT LES INTÉRÊTS DU PEUPLE QUI DOIVENT PRÉVALOIR DANS UNE ACTION DONT LES CONTOURS SONT ESQUISÉS, AFIN DE RECONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ VIABLE. CETTE INITIATIVE A CONTRIBUÉ À LA NAISSANCE DE FORUM SOCIAL CONGOLAIS.

DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE
SITE : www.editions-harmattan.fr

LES DIFFÉRENDS TERRITORIAUX EN AFRIQUE : RÈGLEMENT JURIDICTIONNEL

LABRECQUE, GEORGES
 HARMATTAN, PARIS, 2005, 477 P.
 COLL. : LOGIQUES JURIDIQUES

COTE : COTA : 136-LAB-D

CE LIVRE EXAMINE CHACUNE DES AFFAIRES ENTENDUES PAR DES TRIBUNAUX INTERNATIONAUX EN MATIÈRE TERRITORIALE, AUSSI BIEN CELLES CONCERNANT L'OCCUPATION D'UN TERRITOIRE PAR UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE QUE CELLES PORTANT SUR DES CONFLITS FRONTALIERS TERRESTRES ET/OU MARITIMES. CHAQUE ÉTUDE DE CAS ÉTANT SITUÉE DANS SON CONTEXTE GÉOPOLITIQUE PARTICULIER, L'AUTEUR S'INTERROGE SUR L'EFFICACITÉ RÉELLE DU MODE JURIDICTIONNEL DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS EN LE COMPARANT AVEC LES AUTRES MODES : NÉGOCIATIONS, MÉDIATION, CONCILIATION, BONS OFFICES, ENQUÊTE, RECOURS AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES. IL EN CONCLUT QUE LES AFFAIRES AFRICAINES ONT CONTRIBUÉ À FAIRE AVANCER LE DROIT INTERNATIONAL ET QUE CELUI-CI OFFRE UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE À L'INSTAURATION DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ RÉGIONALES.

DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE
SITE : www.editions-harmattan.fr

FARMERS' RESEARCH IN PRACTICE : LESSONS FROM THE FIELD

VAN VELDHUIZEN, LAURENS ; WATERS-BAYER, A. ; RAMÍREZ, RICARDO
 IT PUBLICATIONS, LONDRES, UK, 1997,
 285 P.

COTE : COTA : 401.1-VAN-F
 DANS BEAUCOUP DE RÉGIONS DU MONDE, LES FERMILIERS CHERCHENT

DES MANIÈRES D'AMÉLIORER LEURS SYSTÈMES DE CULTURE ET D'ADAPTER LEURS PRATIQUES POUR CHANGER LES CONDITIONS AGROÉCOLOGIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES. LES CONTRIBUTIONS À CE LIVRE DÉMONTRENT COMMENT LES FERMILIERS ADOPTENT, ADAPTENT ET FORMULENT DE NOUVELLES IDÉES ET DES INNOVATIONS, ÉVALUENT LES RÉSULTATS ET PRENNENT DES DÉCISIONS POUR AMÉLIORER LEURS PRATIQUES. LE LIVRE EXAMINE LES INNOVATIONS DES FERMILIERS À TRAVERS DIX-SEPT ÉTUDES DE CAS À TRAVERS LE MONDE ENTIER. LA PREMIÈRE PARTIE ESSAYE DE COMPRENDRE COMMENT LES FERMILIERS FONT DE LA RECHERCHE, LA SECONDE ABORDE LA FAÇON DONT DES OPTIONS TECHNIQUES SONT AJOUTÉES À L'EXPÉRIENCE DES FERMILIERS, ENFIN, LA TROISIÈME PARTIE DE L'OUVRAGE TRAITÉ DES MANIÈRES D'AMÉLIORER LA CONCEPTION EXPÉRIMENTALE ET DE LA FAÇON DE RENDRE LE PROCESSUS DURABLE. EN CONCLUSION, LES AUTEURS RASSEMBLENT LES LEÇONS APPRISSES ET DÉFINISSENT LES FUTURS DÉFIS POUR LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES IMPLIQUÉES DANS LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE.

DIFFUSION : INTERMEDIATE TECHNOLOGY PUBLICATIONS
103/105 SOUTHAMPTON ROW
LONDON WC1B 4HH – ROYAUME-UNI

L'AVENTURE DE L'ENTREPRENEUR EN AFRIQUE : CHRONIQUE SÉNÉGALAISE

BA, ALIOUNE
 HARMATTAN, PARIS, 2005, 202 P.
 COLL. : L'ESPRIT ÉCONOMIQUE



COTE : COTA : 601-BA-A

CET OUVRAGE PRÉSENTE DE MULTIPLES INTÉRÊTS. IL MARIE LES MODÈLES "THÉORIQUES" À LEUR MISE EN PRATIQUE; IL FOURMILLE D'INFORMATIONS PRATIQUES SUR LES INSTITUTIONS ET SYSTÈMES D'AIDE À LA CRÉATION ET À L'IMPLANTATION D'ENTREPRISES EN AFRIQUE; IL DÉTAILLE TOUT LE PROCESSUS DE LA CRÉATION DE L'AFFAIRE ET LES DIFFICULTÉS INHÉRENTES AU DÉMARRAGE DE L'ENTREPRISE. ECRIT AVEC ENTHOUSIASME ET HUMOUR, CE LIVRE RELATE L'EXPÉRIENCE QUE VIT AU QUOTIDIEN L'EN-

TREPRENEUR AFRICAIN. IL MET AUSSI EN LUMIÈRE LES TRAITS COMMUNS D'UNE MICRO-ENTREPRISE DE N'IMPORTE QUEL PAYS, QUELLE QUE SOIT L'ACTIVITÉ. DIDACTIQUE ET INTRIGUANT, CE LIVRE S'ADRESSE À TOUS CEUX QUI SONT SENSIBLES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, AUX PRATICIENS ET AUX ENTREPRENEURS-AVENTURIERS.

DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE
SITE : www.editions-harmattan.fr

LA RÉSISTANCE AU CHANGEMENT ORGANISATIONNEL : PERSPECTIVES SOCIOCOGNITIVES

TENEAU, GILLES
 HARMATTAN, PARIS, 2005, 244 P.
 COLL. : DYNAMIQUES D'ENTREPRISES
COTE : COTA : 603.1-TEN-R
 LA NOTION DE RÉSISTANCE, EN TANT QUE POSTURE DÉFAVORABLE AU CHANGEMENT, N'EST EN FAIT QU'UNE VUE DE L'ESPRIT SANS CONSISTANCE. SI LA LITTÉRATURE SUR LE CHANGEMENT UTILISE LARGEMENT LE CONCEPT DE RÉSISTANCE PSYCHOLOGIQUE, ELLE NE SE FAIT, EN PARALLÈLE, GUÈRE L'ÉCHO DE LA VALORISATION DONT CELUI-CI FAIT L'OBJET. IL EST COURANT D'ÉVOQUER LE CHANGEMENT COMME LE MOYEN PERMETTANT DE RÉALISER LES DÉSIRS INDIVIDUELS ET SOCIAUX QUI S'INSCRIVENT DANS L'IDÉOLOGIE D'UNE SOCIÉTÉ REPOUSANT SUR L'ÉVOLUTION ET LE DÉVELOPPEMENT VERS LE PROGRÈS. LEUR RÉFLEXION S'ENGAGE DANS UNE ATTITUDE POSITIVE DE LA RÉSISTANCE PAR UNE RÉFLEXION SUR LES FORMES DE LA COGNITION ET LE TRAVAIL EN SOCIÉTÉ, QU'ILS BAPTISENT "COGNITION SOCIALE DES ORGANISATIONS". CETTE APPROCHE UNIT L'HISTOIRE DES INDIVIDUS ET DES ORGANISATIONS À L'EXPÉRIENCE D'UN TRAVAIL DE TERRAIN.

DIFFUSION : L'HARMATTAN :
5-7 RUE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
75005 PARIS – FRANCE
SITE : www.editions-harmattan.fr

SAVOIR POUR SAUVER

UNICEF, OMS, UNESCO, NEW YORK, USA, 2002, 155 P.
 NOTE : TROISIÈME ÉDITION



COTE : COTA : 831-UNI-S

chronique de livres

TOUT LE MONDE A LE DROIT D'ÊTRE EN POSSESSION DE CES INFORMATIONS, ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES PARENTS, TOUS CEUX QUI S'OCCUPENT D'ENFANTS, LES JEUNES, LES AGENTS DE SANTÉ ET LES ENSEIGNANTS. SAVOIR POUR SAUVER EST UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE QUI PRÉSENTE, DANS UN LANGAGE CLAIR, DES MOYENS CONCRETS, PRATIQUES ET PEU ONÉREUX DE PROTÉGER LA VIE ET LA SANTÉ DES ENFANTS.

**DIFFUSION : MAISON DE L'UNESCO
7 PLACE DE FONTENOY
75352 PARIS CEDEX 07 – FRANCE
TÉLÉCHARGEABLE EN LIGNE :
<http://www.unicef.org/french/ffl/text.htm>**

GUIDE PRATIQUE DU MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE ET SON APPLICATION À L'ÉLECTRIFICATION RURALE PAR ÉNERGIES RENOUVELABLES

BINEAU, VIRGINIE
FONDATION ENERGIES POUR LE MONDE, PARIS, 2004, 32 P.

COTE : COTA : 282-BIN-G

LES MÉCANISMES DE FLEXIBILITÉ ISSUS DU PROTOCOLE DE KYOTO COMPORTENT, ENTRE AUTRES, UN OUTIL ADAPTÉ À LA LUTTE CONTRE L'EFFET DE SERRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT APPELÉ MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE (MDP). LE PRÉSENT DOCUMENT VIENT APPORTER UN OUTIL PRATIQUE POUR FACILIT-

TER, MALGRÉ LES OBSTACLES ENCORE PRÉSENTS, LE MONTAGE DE PROJETS D'ÉLECTRIFICATION RURALE DÉCENTRALISÉE FAISANT APPEL AUX SOURCES D'ÉNERGIES RENOUVELABLES, QUI SOIENT ÉLIGIBLES AU MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE. AU SERVICE DES PROMOTEURS DE PROJETS PUBLICS OU PRIVÉS, CE DOCUMENT SE VEUT ÊTRE UN GUIDE PRATIQUE AUSSI CONCRET QUE POSSIBLE QUI, AU-DELÀ D'UNE EXPLICATION DES ÉTAPES DU MONTAGE DE PROJETS MDP, PRÉCISE LES FONCTIONS DE CHAQUE PARTIE PRENANTE ET EXPLIQUE LES RAISONS D'UN PROCESSUS ENCORE COMPLEXE ET LONG.

DIFFUSION : FONDATION ENERGIES POUR LE MONDE – 146 RUE DE L'UNIVERSITÉ – 75007 PARIS - FRANCE

ATLAS : AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL DES SAVANES D'AFRIQUE CENTRALE : CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, TCHAD

JAMIN, JEAN-YVES ; GOUNEL, CHRISTIAN ; BOIS, CHRISTOPHE
PRASAC, CIRAD, N'DJAMENA, TCHAD, MONTPELLIER, FRANCE, 2003, 100 P.
COTE : COTA : GEO AFRIQUE CENTRALE
L'ATLAS DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL DES SAVANES D'AFRIQUE CENTRALE PRÉSENTE, À TRAVERS DE GRANDES CARTES ET DES TEXTES CLAIRS, LE MILIEU PHYSIQUE,

LE MILIEU HUMAIN, L'AGRICULTURE, L'ÉLEVAGE, LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET L'ENVIRONNEMENT DE LA ZONE AGROÉCOLOGIQUE DES SAVANES D'AFRIQUE CENTRALE, QUI COUVRE LE NORD DU CAMEROUN, LE SUD DU TCHAD ET LE NORD DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE. IL A ÉTÉ RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PRASAC (PÔLE RÉGIONAL DE RECHERCHE APPLIQUÉE AU DÉVELOPPEMENT DES SAVANES D'AFRIQUE CENTRALE).

**DIFFUSION : LIBRAIRIE DU CIRAD
TA 283/04 AVENUE AGROPOLIS
34398 MONTPELLIER CEDEX 5 – FRANCE
SITE : www.cirad.fr**

SERA FACIL (DVD)

DAYEZ, PAUL ; LAPEIRE, JAN
AUTRE TERRE ASBL, HERSTAL, BELGIQUE, 2005

COTE : COTA : 111-AUT-S

LE SUJET DE CE DOCUMENTAIRE EST LE VOYAGE D'ÉCHANGE RÉALISÉ PAR DES TRAVAILLEURS DU GROUPE TERRE (BELGIQUE) ET DES TRAVAILLEUSES DE LA COOPÉRATIVE COOPCARMO (BRÉSIL). À TRAVERS LEURS REGARDS, NOUS DÉCOUVRONS LES SIMILITUDES RENCONTRÉES ENTRE LES PROJETS DES DEUX ASSOCIATIONS, AINSI QUE LA DÉCOUVERTE DE CES DEUX PAYS.

DIFFUSION : AUTRE TERRE ASBL - PARC INDUSTRIEL DES HAUTS-SARTS, 4ÈME AVENUE, 45 - 4040 HERSTAL - BELGIQUE - SITE : www.autreterre.org

formations / événements

[FORMATIONS]

DU 10 AU 14/04/2006 AU LUXEMBOURG ET DU 18 AU 22/07/2006 À NAMUR.

FORMATION À L'ANIMATION CITOYENNE POUR QUI ? TOUT JEUNE ENTRE 18 ET 30 ANS DÉSIREUX DE S'IMPLIQUER DANS LE TRAVAIL D'ANIMATION AVEC DES JEUNES.

PAR QUI ? UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS DE L'ANIMATION EN ÉDUCATION ANTI-RACISTE ET CITOYENNE. POUR QUOI ? SE PRÉPARER À INTERVENIR DANS DES ÉCOLES, DES MAISONS DE JEUNES ET DES ASSOCIATIONS SUR LES THÈMES DU RACISME DES DISCRIMINATIONS ET DE L'EXCLUSION COMMENT ? UNE FORMATION DE 5 JOURS BASÉE SUR DES MÉTHODES D'ÉDUCATION PARTICIPATIVE ET D'ANIMATION CRÉATIVE.

PLUS D'INFORMATIONS : cnapd.clementine@skynet.be, SITE WEB : www.cnapd.be, TÉL. : 02/533 30 95 OU 02/ 640 52 62.

4 – 24 JUIN 2006, LIÈGE – BELGIQUE

COURS INTERNATIONAL DE COMMUNICATION SOCIALE
LES MÉTHODES DE DIAGNOSTIC ET D'ÉVALUATION.

DEPUIS 1994, LE CERES, CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE POUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ, DIFFUSE UNE MÉTHODOLOGIE DES INTERVENTIONS DANS LA COMMUNICATION SOCIALE. LE CICS OFFRE À DES RESPONSABLES DE SERVICES, DE PROGRAMMES OU DE PROJETS UNE FORMATION VISANT À LES RENDRE CAPABLES D'ORCHESTRER UNE INTERVENTION DANS LA COMMUNICATION SOCIALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ OU DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

INFORMATION : M. MICHEL ANDRIEN
DIRECTEUR DU CERES, UNIVERSITÉ DE LIÈGE, RUE STÉVART, N°2, BÂT. C1 À 4000 LIÈGE, BELGIQUE, TÉL. : + 32 4 366 90 60, FAX : + 32 4 366 90 62, EMAIL : michel.andrien@ulg.ac.be, SITE WEB : www.ste.fapse.ulg.ac.be/ste/ceres/index.htm

PROMOTION ET EXPORTATION DE BIENS, SERVICES, SPECTACLES

AVEC L'AIDE DE SPÉCIALISTES, CETTE FORMATION COURTE, ACTIVE ET PROCHE DE LA RÉALITÉ DU TERRAIN VISE À CRÉER SON EMPLOI AU SEIN D'ENTREPRISES ET D'ORGANISMES WALLONS. L'INTERCULTURALITÉ ET LA VALORISATION DES COMPÉTENCES INDIVIDUELLES DONT LES CONNAISSANCES CULTURELLES, LINGUISTIQUES, RELATIONNELLES SONT PARTICULIÈREMENT MISES EN AVANT COMME ATOUT DANS L'EXERCICE DE LA FONCTION D'INTERMÉDIAIRE EN PROMOTION ET EXPORTATION DE BIENS, DE SERVICES, ET DE SPECTACLES. INTERMÉDIAIRE EN PROJETS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AVEC L'AIDE DE SPÉCIALISTES, CETTE FORMATION COURTE, ACTIVE ET PROCHE DE LA RÉALITÉ DU MONDE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE VISE À CRÉER SON EMPLOI AU SEIN D'ORGANISMES WALLONS DÉVELOPPANT (OU

formations / événements

DÉSIRANT DÉVELOPPER) DES PROJETS DE COLLABORATION INTERNATIONALE. ENVOYEZ-NOUS VOTRE CURRICULUM VITAE ACCOMPAGNÉ D'UNE LETTRE DE MOTIVATION ADRESSÉS À YADRANKA ZORICA, RESPONSABLE DE L'ESPACE INTERNATIONAL DU FOREM, PLACE CATHÉDRALE 16/8 À 4000 LIÈGE, TÉL. : 04 / 220 03 50, FAX : 04 / 223 54 57 EMAIL : yadranka.zorica@forem.be

CYCLE DE FORMATION À DESTINATION DES ASSOCIATIONS

PROFESSIONNALISER LES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS. TEL EST L'OBJECTIF D'UN TOUT NOUVEAU PROGRAMME DE FORMATION LANCÉ PAR LES FUCAM (FACULTÉS UNIVERSITAIRES CATHOLIQUES DE MONS), UNE INITIATIVE UNIQUE EN BELGIQUE OÙ L'ON RECENSE PLUS DE 110.000 ASBL ET FONDATIONS. LES (FUTURS) GÉRANTS D'ASSOCIATIONS Y APPRENDRONT NOTAMMENT LES RÈGLES DE DROIT RELATIVES AUX ASSOCIATIONS ET FONDATIONS ET LA FISCALITÉ DES ASBL.

RENSEIGNEMENTS : LES ATELIERS DES FUCAM, TÉL. : 065 35 33 88
EMAIL : ateliers@fucam.ac.be , SITE WEB : www.fucam.c.be/index.php3?pere=20815

INTRAC TRAINING

10 – 12 APRIL 06 : STRATEGIC PLANNING - THIS STRATEGIC PLANNING COURSE IS DESIGNED TO HELP ORGANISATIONS ESTABLISH A SET OF KEY MEASUREMENTS, MATCH THESE, WITH TARGETS AND PLAN APPROPRIATE RESOURCE LEVELS. SETTING UP A MONITORING PERFORMANCE SYSTEM IS ALSO COVERED IN THIS COURSE.

26 - 28 APRIL 06 : TRAINING OF TRAINERS – THIS COURSE EQUIPS YOU WITH ENOUGH SKILLS, TOOLS, AND CREATIVE TECHNIQUES TO DELIVER A TRAINING EVENT IN A WAY THAT MAKES LEARNING ENJOYABLE AND EFFECTIVE. YOU WILL BE ABLE TO RUN AN INTERACTIVE TRAINING SESSION RECEIVING USEFUL FEEDBACK !

10 – 12 MAY 06 : RIGHTS-BASED APPROACHES TO DEVELOPMENT – THIS COURSE OFFERS AN IN-DEPTH OVERVIEW OF THE CONCEPTS AND METHODOLOGIES OF THE RIGHTS-BASED APPROACH (RBA) TO DEVELOPMENT. THIS SHIFT TOWARDS A RBA IMPLIES THAT PEOPLE'S FULL RIGHTS AS SET OUT IN INTERNATIONAL LAW ARE UPHOLD AND RESPECTED. NGOS, HOWEVER, STILL FACE ISSUES AND QUESTIONS ABOUT INCORPORATING

THE RBA INTO THEIR STRATEGY AND PROGRAMMING.

24 – 26 MAY 06 : EFFECTIVE MANAGEMENT FOR DEVELOPMENT – DEVELOP AND IMPROVE THE MANAGEMENT CAPABILITIES OF NGO STAFF AND DEVELOPMENT WORKERS. THE COURSE WILL NOT ONLY IMPROVE YOUR MANAGEMENT CAPABILITIES, BUT WILL ALSO HELP YOU GAIN AWARENESS OF THE IMPACT OF YOUR MANAGEMENT STYLE, LEADERSHIP ROLE MANAGE CROSS-CULTURE TEAMS AND STAFF, AND STRENGTHEN PERSONAL MANAGEMENT COMPETENCIES.

7 – 9 JUNE 06 : SUPPORTING SOUTHERN ADVOCACY – SUPPORT YOUR PARTNERS TO INTEGRATE ADVOCACY WORK INTO THEIR PROGRAMMES. BENEFIT FROM THIS SUCCESSFUL COURSE BY LEARNING HOW TO IDENTIFY CORE ADVOCACY SKILLS, FIND REAL ISSUES, CAUSES AND SOLUTIONS, AS WELL AS KEY STRATEGIES FOR POLICY CHANGE AND ADVOCACY IN DIFFICULT CONTEXTS.

13 – 15 JUNE 06 : FINANCIAL MANAGEMENT FOR THE NON-SPECIALIST – THIS COURSE PROVIDES YOU WITH THE KNOWLEDGE, PRACTICAL SKILLS AND CONFIDENCE TO INTERPRET AND USE FINANCIAL INFORMATION IN ORDER TO HAVE A CONSTRUCTIVE INPUT TO YOUR OWN AND YOUR PARTNERS ORGANISATIONS. YOU WILL LOOK AT BUILDING THE CAPACITY OF AN ORGANISATION THROUGH USING STRONG FINANCIAL MANAGEMENT SYSTEMS.

26 – 30 JUNE 06 : PARTICIPATORY MONITORING AND EVALUATION (RESIDENTIAL) – MONITORING AND EVALUATION (M&E) IS A MUST TO PROVIDE GREATER ACCOUNTABILITY, TOGETHER WITH OUR OWN NEED TO LEARN FROM AND BUILD ON OUR EXPERIENCES. THERE ARE LIMITS TO THE MORE TRADITIONAL MONITORING AND EVALUATION METHODS, BASED ON LINEAR, CAUSE AND EFFECT INTERPRETATIONS OF SOCIAL DEVELOPMENT. THESE CAN BE ENRICHED BY CONTRIBUTIONS OF OTHER PERCEPTIONS AND REALITIES. THIS SUCCESSFUL COURSE RUNS TWICE A YEAR. YOU WILL UNDERSTAND THE PURPOSES, THE STAKEHOLDER PERSPECTIVES, EXPECTED OUTCOMES, BUILD SKILLS TO MANAGE AND USE DIFFERENT METHODS, AND BECOME A SUCCESSFUL IMPLEMENTER OF M&E SYSTEMS.

10 – 14 JULY 06 : INTRODUCTION TO STRENGTHENING CIVIL SOCIETY, CAPACITY BUILDING AND ORGANISATIONAL DEVELOPMENT

(RESIDENTIAL) – THIS IS AN INTRODUCTORY COURSE BRINGING TOGETHER THE CONCEPTS AND UNDERSTANDING OF CIVIL SOCIETY STRENGTHENING, CAPACITY BUILDING AND ORGANISATIONAL DEVELOPMENT. ONCE YOU HAVE COMPLETED THIS COURSE, YOU CAN GO MORE IN DEPTH TO THE INDIVIDUAL COURSE WE OFFER ON CIVIL SOCIETY STRENGTHENING, CAPACITY BUILDING AND ORGANISATIONAL DEVELOPMENT.

19 – 21 JULY 06 : MANAGING CHANGE WITHIN ORGANISATIONS – CHANGE CAN BE MANAGED. RAISE YOUR AWARENESS ABOUT THE NEED TO RESPOND TO CHANGE IN YOUR ENVIRONMENT AND PROMOTE THE CONCEPT OF CHANGE AS A CONTINUOUS PROCESS. LEARN HOW TO ANALYSE SUCH A CHANGE PROCESS, DEAL WITH DIFFERENT INTERESTS, MANAGE RESISTANCE, AND WORK PRODUCTIVELY WITH YOUR COLLEAGUES.

CONTACT : INTRAC, UK OFFICE, PO BOX 563, OXFORD, OX2 6RZ, UK, TÉL. : + 44 (0) 1865 263 040 OR 201 851, FAX : + 44 (0) 1865 201 852, EMAIL : training@intrac.org, WEB SITE : www.intrac.org / CENTRAL ASIA OFFICE, KIEVSKAYA STR, ROOM 27 – 28, BISHKEK 720001, KYRGYZSTAN, TÉL. : + 996 312 611402, FAX : + 996 312 611277, EMAIL : icap@intrac.org

SESSIONS DE FORMATION DU CREPA 1) POUR UN RECOUVREMENT DURABLE DES COÛTS : ANALYSE ET PLANIFICATION DANS LE CONTEXTE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE (AEP) COMMUNAUTAIRE

DURÉE : 2 SEMAINES DU 24 AVRIL AU 5 MAI 2006 À LOMÉ – TOGO

2) ECOAN : GESTION INTÉGRÉE DES EAUX USÉES ET EXCRÉTA DANS LE CONTEXTE AFRICAIN ET OPTIONS DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION (GIEUE / OTV)

DURÉE : 2 SEMAINES DU 19 AU 30 JUIN 2006 À OUAGADOUGOU – BURKINA FASO

3) PROMOTION DE L'HYGIÈNE : PLANIFICATION ET GESTION POUR UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT

DURÉE : 2 SEMAINES DU 17 AU 28 JUILLET 2006 À BAMAKO – MALI

4) HYGIÈNE DANS LES STRUCTURES SANITAIRES ET GESTION DES DÉCHETS BIOMÉDICAUX

DURÉE : 2 SEMAINES DU 9 AU 20 OCTOBRE 2006 À BAMAKO MALI

5) FORMULATION DES PROJETS ET APPROCHE PARTICIPATIVE DANS LE CYCLE DES PROJETS

DURÉE : 2 SEMAINES DU 04 AU 15

formations / événements

DÉCEMBRE 2006 À OUAGADOUGOU – BURKINA FASO

INFORMATIONS : CREPA SIÈGE,
03 BP 7112 OUAGADOUGOU, 03
BURKINA FASO, TÉL. : 00 226 50 36 62
10/11, FAX : 00 226 50 36 62 08,
EMAIL : crepa@fasonet.bl
SITE WEB : www.reseaucrepa.org

INSTITUT BIOFORCE - CALENDRIER DES FORMATIONS COURTES

THÈME TECHNIQUE :

- 1) GESTION DES TRANSPORTS DU 21 AU 27 AVRIL 2006
- 2) GESTION DES STOCKS DU 7 AU 12 AVRIL 2006 ET DU 28 AVRIL AU 3 MAI 2006
- 3) ORGANISATION DE DISTRIBUTIONS DU 4 AU 5 MAI 2006 ET DU 9 AU 10 MAI 2006
- 4) CONSTRUCTION : THÉORIE ET PRATIQUE DU 26 AU 28 AVRIL ET DU 15 AU 17 MAI 2006
- 5) CHAÎNE DU FROID DU 25 AU 27 AVRIL 2006 ET DU 29 AU 31 MAI 2006
- 6) CAMP CHOLÉRA DU 18 AU 19 AVRIL 2006 ET DU 11 AU 12 MAI 2006
- 7) CENTRE NUTRITIONNEL LE 4 AVRIL, LE 21 AVRIL ET LE 18 MAI 2006
- 8) CAMP DE RÉFUGIÉS LE 14 AVRIL, LE 21 AVRIL ET LE 18 MAI 2006

THÈME ADMINISTRATION FINANCES

- 1) NÉGOCIATION DU 18 AU 19 MAI 2006 ET DU 23 AU 24 MAI 2006
- 2) INITIATION BUDGET DU 10 AU 12 MAI 2006
- 3) BUDGET ET SUIVI BUDGÉTAIRE POUR LA GESTION D'UN PROJET DU 18 AU 23 MAI 2006
- 4) COMPTABILITÉ TERRAIN DU 15 AU 17 MAI 2006
- 5) CYCLE DE FINANCEMENTS DU 25 AU 28 AVRIL 2006
- 6) PRÉSENTATION BAILLEURS DE FONDS (+ CAS PRATIQUE) DU 2 AU 5 MAI 2006
- 7) GESTION ADMINISTRATION D'UNE MISSION DU 11 AU 13 AVRIL 2006
- 8) SOURCES DE FINANCEMENTS ET STRATÉGIE DU 29 AU 30 MAI 2006
- 9) DEMANDES FINANCEMENT ET SUIVI DU 31 MAI AU 2 JUIN 2006
- 10) COMMUNICATION EXTERNE DU 25 AU 27 AVRIL 2006

THÈME EAU

- 1) EAU ET SANITATION : THÉORIE ET PRATIQUE DU 5 AU 7 AVRIL 2006, DU 20 AU 21 AVRIL 2006, DU 2 AU 4 MAI ET DU 9 AU 10 MAI 2006
- 2) RÉSEAUX DU 15 AU 19 MAI 2006
- 3) GÉNIE CIVIL DU 22 AU 24 MAI 2006

THÈME ORIENTATION

PROFESSIONNELLE

- 1) PRÉPARATION SANTÉ LE 27 JUIN 2006

2) ACCOMPAGNEMENT À LA RECHERCHE DE MISSION À DÉTERMINER

3) ACCOMPAGNEMENT AU RETOUR D'EXPATRIATION À DÉTERMINER. POUR TOUS RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : v.barral@bioforce.asso.fr

[EVÉNEMENTS]

27 -28 AVRIL 2006 SORBONNE, PARIS LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE CHANGE-T-ELLE DE SENS ?

L'HISTOIRE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE A ÉTÉ ÉCRITE PAR DES ÉLUS OU DES ASSOCIATIONS, SÛRS DE LEUR CAUSE. ELLE EST D'ABORD LE REFLET DE L'HISTOIRE DE L'APRÈS-GUERRE : CONSTITUTION DU CAMP OCCIDENTAL FACE À L'EST, GUERRE FROIDE, MOUVEMENT DE LA PAIX, DÉCOLONISATION, TIERS-MONDISME ... AUJOURD'HUI, ELLE ACCOMPAGNE LA MONDIALISATION ET ELLE INVENTE DE NOUVELLES FORMES D'AIDE : CENTIME SUR L'EAU, ACHATS ÉTIQUES... DANS LES AUTRES PAYS EUROPÉENS, L'ACTION INTERNATIONALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES, QUAND ELLE EXISTE, S'EST, ELLE AUSSI CONSTRUITE AU GRÉ DE CONJONCTURES HISTORIQUES PRÉCISES. LES COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES ONT MIS EN OEUVRE UN ENSEMBLE DE PRATIQUES ET DE CONCEPTIONS QUI ONT MODIFIÉ, DANS UNE CERTAINE MESURE, LES IMAGINAIRES POLITIQUES, LES MANIÈRES DE DÉCIDER. DE NOUVELLES FORMES JURIDIQUES, L'APPARITION D'UNE "DIPLOMATIE DES VILLES" MULTILATÉRALE, LA PLACE CROISSANTE DES GRANDS BAILLEURS DE FONDS MODIFIENT AUJOURD'HUI LA PRATIQUE DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE. EN ONT-ELLES CHANGÉ LE SENS ?
INFORMATIONS : HÉLÈNE MIGOT
(h.migot@cites-unies-France.org)

19 – 23 JUIN 2006

FORUM URBAIN MONDIAL III

CE FORUM AURA LIEU À VANCOUVER (CANADA) SOUS L'ÉGIDE D'ONU-HABITAT ET DU GOUVERNEMENT CANADIEN. LE FORUM URBAIN MONDIAL EST UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE VISANT À ENCOURAGER LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES ET DE CONNAISSANCES AU SUJET DE LA DURABILITÉ URBAINE. LE PROGRAMME DE CINQ JOURS DU FORUM VISE À ENCOURAGER LE PARTAGE DE L'INFORMATION ET LA FORMATION DE RÉSEAUX SUR LE THÈME PRINCIPAL : NOTRE FUTURE :

VILLES DURABLES. PASSER DES IDÉES À L'ACTION ET LES SOUS-THÈMES : - DES VILLES DURABLES : CROISSANCE URBAINE ET ENVIRONNEMENT, - DES VILLES DURABLES : PARTENARIATS ET FINANCES, - DES VILLES DURABLES : INCLUSION ET COHÉSION SOCIALES.
INFORMATIONS :
www.unhabitat.org/wuf/2006

24-27 JUILLET, DAKAR, SÉNÉGAL STRATÉGIES DE POPULATIONS ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT : CONVERGENCES OU DIVERGENCES ?

SESSION 1 : STRATÉGIES TRANSNATIONALES EN AFRIQUE : LOGIQUES TERRITORIALES ÉTATIQUES VERSUS LOGIQUES POPULAIRES
SESSION 2 : INTÉGRATION DES QUESTIONS DE POPULATION DANS LES STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
SESSION 3 : PROMOTION SOCIALE DES JEUNES
INFORMATIONS : UCAD, CAMPUS BRGM, AVENUE CHEIKH ANTA DIOP, TÉL. / FAX : (221) 825 40 01, EMAIL : ifrpdsr@ucad.sn

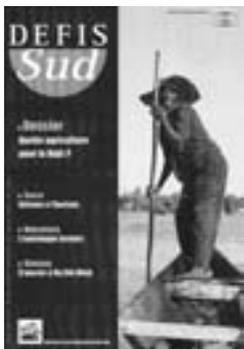
18 – 23 SEPTEMBRE 2006, NAIROBI, KENYA

AFRICITÉS 4 : CONSTRUIRE DES COALITIONS LOCALES EN VUE DE LA RÉALISATION EFFECTIVE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT.

AFRICITÉS 4 À NAIROBI SERA PRINCIPALEMENT UNE RENCONTRE D'ACTEURS. L'INTENTION EST DE RÉUNIR LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES AU NIVEAU DES COLLECTIVITÉS LOCALES AFIN QU'ELLES DISCUTENT DE LA MEILLEURE FAÇON DE TRAVAILLER ENSEMBLE EN VUE DE LA RÉALISATION DES OMD AU SEIN DES COLLECTIVITÉS LOCALES AFRICAINES.
INFORMATIONS : PDM – PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT MUNICIPAL, TÉL. : +229 21 32 47 00 ; + 229 21 32 47 0101 ; + 229 21 32 26 55, FAX : + 229 21 30 1976 ; + 229 21 32 81 05, 01 BP 3445 COTONOU (RÉPUBLIQUE DU BÉNIN), EMAIL : pdm@pdm-net.org; africite@pdm-net.org, SITE WEB : www.pdm-net.org ; www.africites.org

on nous informe

NOUVELLE ÉDITION DE DÉFIS SUD N°71 "QUELLE AGRICULTURE POUR LE MALI ?"



Au Mali, face aux appétits de l'agrobusiness, les Organisations paysannes plaident pour la survie et la modernisation de l'exploitation familiale. Le coton, le riz et l'élevage sont des secteurs d'avenir pour ce pays, mais d'aucuns veulent l'exploiter en privilégiant l'agriculture industrielle et lucrative au détriment des populations. La gestion appropriée de l'agriculture est au cœur des débats. Fat-il aller vers l'agrobusiness et les OGM alors que la pression démographique au Mali (70% de la population vit de l'agriculture) entraîne une concurrence accrue pour la terre ? Cette évolution pourrait accélérer l'exode rural et aggraver la pauvreté estiment plusieurs Organisations paysannes. Ce dossier leur donne la parole. Cette édition de Défis Sud est disponible au prix de 4€ en s'adressant à : Défis Sud, rue aux Laines 4 – 1000 Bruxelles – Belgique – d.sud@sosfaim.be

Conditions d'abonnement :
Abonnement pour 1 an , soit 6 numéros : 20€ ou pour 2 ans (12 numéros) : 30€

Les rédactions qui désirent reproduire la couverture du magazine peuvent l'obtenir en format pdf en envoyant un mail à d.sud@sosfaim.be

INFORMATIONS : PIERRE COOPMAN,
RÉDACTEUR EN CHEF DE DÉFIS SUD,
PCO@SOSFAIM.BE

LE MONDE SELON LES FEMMES A LANCÉ UNE COLLECTION DE CAR- NETS SUR LE GENRE, ILLUSTRÉS, AGRÉABLES ET DIDACTIQUES.

Les 4 premiers numéros sont :
Les essentiels du genre 01 : concepts de base – Cahier pratique contenant

des textes de base pour cerner ce qu'on entend par l'approche genre. 56 pages.

Les essentiels du genre 02 : outils de l'approche genre – Cahier pratique contenant des outils pour l'appliquer l'approche genre. Des outils d'analyse pratiques : le cadre de Harvard (le profil d'activités ou les 3 rôles ; l'accès et contrôle des ressources ; les facteurs d'influence), les 5 domaines (Sarah Longwe), l'analyse socio-économique selon le genre (ASEG) ; les indicateurs sexo-spécifiques (PNUD), le Gender Budgeting

Les essentiels du genre 03 : Ong : stratégies – changement - Claudine Drion – Recherche action menée parmi les Ong belges pour définir quels positionnements celles-ci ont par rapport à l'approche genre et dresser des pistes pour une meilleure prise en compte du genre dans leur travail.

Les essentiels du genre Fiche thématique I : Genre et droits reproductifs et sexuels - Pascale Maquestiau – La perspective de genre permet également de clarifier les impacts dur la santé des hommes et des femmes. En matière de santé, il est important de comprendre les causes des différences et des inégalités entre les hommes et les femmes. Ce sont celles-ci qui, souvent, vont être déterminantes pour la réussite ou non de programmes de santé. En dehors des avantages sanitaires, cela soulève des questions éthiques, telles que l'accès à l'avortement ou la procréation assistée, et remet en question les hiérarchies du système de santé.

ON PEUT LES COMMANDER (3€ PIÈCE)
PAR LE SITE WEB : www.mondefemmes.org
OU PAR TÉLÉPHONE : 02 223 05 12

LE CENTRE TRICONTINENTAL PRÉSENTE : EN LUTTE ! ETAT DES RÉSISTANCES DANS LE MONDE 2006

Cette ouvrage collectif vise à mettre en évidence l'émergence et le développement des luttes sociales et citoyennes qui, dans les pays des cinq continents, s'opposent aux politiques néolibérales et à l'arbitraire politique. Réalisées par des auteurs locaux – chercheurs ou militants – dans un style concis, chacune des 35 contributions propose au

lecteur de plonger dans des réalités souvent mal connues – Argentine, Kenya, Indonésie, Russie... - pour identifier les acteurs, les enjeux, les résultats et le devenir de ces résistances. Pour sa troisième livraison (1e en 2002 et 2e en 2004), ce projet du Centre tricontinental fait l'objet d'une coédition exceptionnelle avec Le Monde diplomatique et prend la forme du Manière de voir de décembre 2005 – janvier 2006.

CETTE PUBLICATION EST DISPONIBLE AU CETRI AU PRIX DE 5€ + FRAIS DE PORT (1€ BELGIQUE / 2€ RESTE DU MONDE / 3€ RESTE DU MONDE), CETRI – CENTRE TRICONTINENTAL – AVENUE SATINE GERTRUDE 5, B-1348 LOUVAIN-LA-NEUVE, BELGIQUETÉL. : 32 (0) 10/ 48 95 60 – FAX : 32 (0)10/48 95 69
EMAIL : Vente-abonnement@cetri.be
SITE WEB : www.cetri.be

INFOS GEMDEV

Pour les colloques et autres rencontres scientifiques à venir, pour les bourses qu'il ne faut pas rater, pour les appels à communications ou à contributions en cours et bien sûr pour les diverses publications...

UN SEUL CLIC :
<http://www.gemdev.or/actualite.php>

VIENT DE PARAÎTRE : "INFIRMIER COMMENT BÂTIR LA SANTÉ, MANUEL DE SANTÉ COMMUNAU- TAIRE"



Promouvoir la santé, spécialement celle des mères et de leurs jeunes enfants, assainir le milieu et mieux contrôler les endémies, adopter une alimentation plus saine et équilibrée, évaluer les actions sanitaires... Voilà le programme de ce livre réalisé pour aider le personnel médical à travailler

on nous informe

en étroite collaboration avec l'ensemble de la communauté, afin que chacun ait toutes ses chances d'une "santé meilleure, source de progrès"

A COMMANDER AU BUREAU D'ETUDES ET DE RECHERCHES POUR LA PROMOTION DE LA SANTÉ – BP. 1800 KANGU-MAYUMBE – RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO – EMAIL : berps@mayumbe.net OU AU CENTRE POUR LA PROMOTION DE LA SANTÉ DE KANGU-MAYUMBE C/O AVENUE CROKAERT 129 À B- 1150 BRUXELLES – BELGIQUE – EMAIL : berps@mayumbe.net

LE GRIP VIENT DE PUBLIER UN RAPPORT SUR : "LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'AFRIQUE DES GRANDS LACS : ENJEUX ET

IMPACTS SUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT EN RDC" IL PEUT ÊTRE CONSULTÉ OU TÉLÉCHARGÉ À L'ADRESSE :

http://www.grip.org/pub/rapports/rg06-2_paix%20grands%20lacs.pdf

LE NOUVEAU SITE DE QUINOA ET LE PREMIER NUMÉRO DE SA NEWSLETTER EN LIGNE SONT ARRIVÉS !!!

L'équipe de Quinoa à le plaisir de vous inviter à découvrir son nouveau site Internet www.quinoa.be et le premier numéro de la version informatique de sa Newsletter

http://www.quinoa.be/rubrique.php3?id_rubrique=62 . Comme vous le savez sans doute, Quinoa est une Ong d'édu-

cation au développement qui existe depuis 1991. En quinze ans, l'association a élargi son champ d'action, notamment en ce qui concernent les publications et la communication. Les nouvelles technologies informatiques et l'émergence des logiciels payants et cela, dans une perspective de partage des savoirs et d'accessibilité au plus grand nombre. Le site web a été repensé sous SPIP grâce à la collaboration de l'asbl Cassiopea : <http://www.cassiopea.org/>

L'APEFE RECRUTE EN VUE D'UNE AFFECTATION LONG TERME EN VUE D'UNE AFFECTATION APRÈS DE LA CHAIRE UNESO À BUJUMBURA (BURUNDI).

Disposer d'une formation universitaire en pédagogie ou sciences de l'éducation ou sciences humaines (sciences sociale, politiques).

Expérience dans la formation (3 à 5 ans) en éducation à la paix et à la résolution pacifique des conflits, le travail avec la jeunesse, l'ingénierie de projet/ planification / recherche de financement, la coopération au développement en Afrique (souhaitable).

Localisation : Bujumura et l'ensemble des provinces du Burundi.

Aptitudes à concevoir et à élaborer des outils pédagogiques. Posséder des capacités de communication et d'animation. Mobilité, flexibilité et créativité. Capacité d'adaptation de d'initiative. Savoir utiliser l'outil informatique.

LES CANDIDATURES SONT À ADRESSER À L'APEFE, 2 PLACE SAINCTELETTE 1080 - BRUXELLES
TÉL. : 02/421.83.83 - 421.83.84
RÉPONDRE EN LIGNE :
apefe@cgrl.fwb.be

CADRE RECHERCHE, POUR SON ANTENNE DE TANGER (MAROC), UN COOPÉRANT JEUNE DEMANDEUR D'EMPLOI POUVANT S'INSCRIRE DANS LE CADRE DU PROGRAMME COOPÉRANT JEUNE DEMANDEUR D'EMPLOI (CJDE).

CONTACT : HASSAN BOUSETTA,
PRÉSIDENT DE CADRE ASBL,
EMAIL : cadre_asbl@skynet.be,
TÉL. : 0473/74.12.30
SITE : www.cadre-eu.be

SEARCH FOR COMMON GROUND, BRUSSELS OFFICE: INTERNSHIP OPPORTUNITY IS OFFERING AN INTERNSHIP FOR THREE MONTHS (NEGOTIABLE) FOR A MOTIVATED SELF-STARTER TO WORK WITH OUR SUB-SAHARAN PROGRAMS. WORKING WITH THE SUB-SAHARAN PROGRAM MANAGER, THIS INTERNSHIP OFFERS HANDS-ON EXPERIENCE IN A LARGE AND DYNAMIC CONFLICT TRANSFORMATION NGO.

Responsibilities for this post will include support to drafting of program

offre d'emploi

overviews, concept papers, project reports and proposals, identification of partnership and funding opportunities in Europe, organization of events, translation work, maintaining databases etc. The successful candidate will be mother tongue-level French or English, with an excellent working knowledge (written and spoken) of English/French, ; will have a keen interest in African culture, society and current affairs ; will have good writing skills. He/She works well as part of a team. He/She Be computer literate and be able to take initiative.

Experience in working with or in the European institutions, and/or the field of NGO's, international development and/or conflict transformation is desirable. Knowledge of other languages (such as Portuguese) would be an asset.

CONTACT FLORENCE THIBAUT,
TÉL.: 02/234.36.66,
EMAIL: florence.thibaut@sfcg.be, AND SEND A CV AND LETTER OF MOTIVATION (IN FRENCH OR ENGLISH) AS SOON AS POSSIBLE.

offres d'emploi

LE CIDR SOLLICITE UN CHARGÉ DE PROGRAMME – DÉVELOPPEMENT LOCAL ET COMMUNAL

Mission mise en œuvre d'un programme de développement local et d'appui au développement communal ans le département de l'Alibori au Bénin, en copromotion avec le Programme des Nations Unies pour le Développement et le Conseil Régional de Picardie.

Fonctions : Programmer, mettre en œuvre et suivre les activités du projet en cohérence avec les politiques nationales, assurer la gestion administrative et comptable du projet, représenter le CIDR auprès des autorités et partenaires locaux.

Profil : Bac + 5, aménagement du territoire, développement local.

Age : 28/30 ans minimum

Expérience professionnelle : 3 ans minimum en gestion de projet de développement local et /ou d'appui au processus de décentralisation et / ou aménagement du territoire, de préférence en milieu rural africain, la connaissance des procédures des marchés publics et / ou du développement économique territorial seront des atouts supplémentaires.

Compétences : Accompagnement de politiques communales : aspects institutionnels, financiers et techniques, accompagnement de démarches territoriales (réflexions stratégiques, diagnostic partagé, animation, etc), management de projet.

ENVOYER LETTRE DE MOTIVATION + CV AU CIDR – 17 RUE DE L'HERMITAGE – 60350 AUTRÊCHES

PAR COURRIER OU EMAIL : emploi@groupecidr.org

HANDICAP INTERNATIONAL (LUXEMBOURG) RECRUTE UN EXPERT (H/F) EN MÉTHODOLOGIE ET HANDICAP

Fonction : suivre et évaluer la mise en place du système "Planification-Suivi-Evaluation" de l'organisation internationale et des outils méthodologiques y afférents, appuis directs et formations, animation d'ateliers de programmation participative, validation et vérification des cadres logiques et indicateurs de résultats et d'impact, appui à l'élaboration et validation des termes de

référence d'évaluations ; organiser la capitalisation des savoir-faire professionnels : mise en réseau de personnes ressources et chefs de projets, animation et séminaires thématiques, activités de capitalisation sur expériences innovantes ; suivre et garantir la cohérence de l'ensemble des projets de Handicap International (Luxembourg) au niveau macro, en garantissant la qualité de la démarche méthodologique et en contribuant à l'évolution des connaissances ; étude des expériences "Mainstreaming disability" et échanges de savoir-faire. Profil : expertise en méthodologie et en gestion de projets ; connaissance de la problématique du Handicap à un niveau macro, de son approche Conceptuelle et des différentes classifications (PPH, CIF) ; expérience en formation et animation d'ateliers ; expérience d'expatriation sur un projet de développement de minimum 3 ans ; parfaite connaissance du français et de l'anglais ; facilité de communication, de façon à savoir : travailler au sein d'une petite équipe dans un réseau international et dans un environnement multiculturel, travailler à distance dans le contexte de pays en voie de développement, écrire et présenter des rapports, papiers de positionnement et guides méthodologiques, ainsi que faire des présentations orales lors de conférences ; diplôme universitaire ou d'études supérieures avec large expérience requis ; adhésion aux buts, aux principes d'action et aux valeurs de l'association Handicap International

LETTRE DE MOTIVATION ET CV, AVANT LE 15.04.06, À HANDICAP INTERNATIONAL, 140 RUE ADOLPHE FISCHER À L-1521 LUXEMBOURG.

POUR PLUS D'INFORMATION : www.handicap-international.lu

MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE SOUHAITE LANCER UN APPEL À CANDIDATURES AFIN DE METTRE À JOUR UNE RÉSERVE DE RECRUTEMENT POUR DES PROFILS MÉDICAUX, PARAMÉDICAUX, LOGISTIENS

POUR RECEVOIR PLUS D'INFOS OU ENVOYER VOTRE CANDIDATURE : ressources.humaines@medecinsdumonde.be

SIÈGE DE L'ONG BELGE :
MÉDECINS DU MONDE-BELGIQUE,
RUE DE MÉRODE, 216
À 1060 BRUXELLES.